



## ALGER

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) contribue à hauteur de 960 millions de dinars au financement d'un projet pilote de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès du ministère de l'environnement et des énergies renouvelables.



## Valorisation des déchets

960 millions DA du FEM pour un projet pilote à Constantine

La Directrice des changements climatiques, Fazia Dahlab a indiqué à l'APS, à ce propos, que le montant global de ce projet pilote de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés dans la wilaya de Constantine est estimé à 5 milliards de dinars, auquel le FEM apporte 960 millions de dinars dans le cadre de la lutte contre les gaz à effet de serre. Ce projet sera réalisé

à Constantine avant sa généralisation, en cas de réussite, à l'ensemble du territoire national à travers la mise en place, au niveau des centres d'enfouissement technique (CET), d'usines de recyclage et de valorisation des déchets, a-t-elle expliqué. La représentante du ministère de l'environnement et des énergies renouvelables a précisé que les déchets recyclables comme le cuivre, plastique et le carton se-

ront traités sur place dans les usines créées et l'enfouissement ne concernera que les déchets organiques, assurant que d'autres seront transformés en engrais pour l'agriculture. Elle a plaidé, en fin, pour l'encouragement des investisseurs désireux construire des complexes industriels de recyclage et de valorisation des déchets au vu des avantages énormes de cette activité sur l'environnement et sur la santé.

## Métro d'Alger Accident à la station les Fusillés



Une personne a été blessée, jeudi soir, lorsqu'elle s'est jetée sur les voies à l'arrivée du métro au niveau de la station les Fusillés, dans la commune d'Hussein-Dey (Alger), entraînant une interruption partielle du trafic, indique RATP El Djazaïr. "Un accident grave impliquant un voyageur qui s'est jeté à l'approche d'une rame de métro s'est produit aujourd'hui, jeudi 03 octobre 2019 à 19h45 (heure locale) au niveau de la station les Fusillés entraînant une interruption partielle du trafic du métro", précise la société exploitante du Métro d'Alger dans un communiqué transmis à l'APS. "Le blessé a été évacué en urgence à l'hôpital par les éléments de protection civile", selon la même source, ajoutant que "la réactivité et la vigilance du conducteur ont permis d'éviter un drame". "La coordination entre le personnel de RATP El Djazaïr, l'Entreprise Métro d'Alger, l'unité police métro d'Alger et la Protection civile ont permis une prise en charge rapide et efficace", relève-t-on. "Une reprise du trafic nominal sur l'ensemble de la ligne 1 du Métro d'Alger a eu lieu à 21h25 (heure locale), conclut RATP El Djazaïr.

## Malformations cardiaques congénitales 3 enfants sur 1.000 en souffrent

Trois enfants sur 1000 naissent avec des malformations cardiaques congénitales en Algérie, a affirmé le pédo-cardiologue, le Pr. Ramdane Amar Ould Abderahmane. Trois enfants pour chaque mille naissances souffrent de malformations cardiaques congénitales, a affirmé le spécialiste à la veille du 2e colloque sur les malformations cardiaques congénitales chez l'enfant, organisée du 16 au 17 novembre. Certains cas exigent de recourir immédiatement à l'intervention chirurgicale qui est parfois reportée à l'âge adulte pour d'autres, a poursuivi le Pr. Ould Abder-



rahmane ajoutant que ce phénomène s'expliquait notamment par des facteurs génétiques et les mariages consanguins. Les enfants ma-

lades sont pris en charge au niveau des services de cardiologie des plus grands Centres hospitalo-universitaires (CHU) qui ont consacré des unités pour le dépistage, alors que les interventions chirurgicales se font au niveau des cliniques de Bousmaïl (Tipasa) et d'Oran relevant du secteur public. L'intervenant a souligné l'importance d'établir une convention entre la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et les cliniques privées à travers le territoire nationale en vue de rapprocher les rendez-vous et faciliter la vie à ces enfants.

## Le ministre de l'Intérieur reçoit le SG d'Interpol

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Salah Eddine Dahmoune, a reçu mercredi soir à Alger, le Secrétaire général (SG) de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), Jürgen Stock. Cette rencontre s'est déroulée en marge des travaux de la 3e Assemblée générale (AG) d'AFRIPOL. Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette audience

## Lutte antiterroriste Identification du terroriste éliminé à Aïn Defla

Le terroriste éliminé vendredi à Djbel Amrouna aux environs de la commune de Djemaat Ouled Chikh dans la wilaya de Aïn Defla, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a été identifié, a annoncé hier le ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée par un détachement de l'Armée Nationale Populaire, le 04 octobre 2019, ayant permis d'éliminer un (01) dangereux terroriste et la récupération d'un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, deux (02) chargeurs et une quantité de munition à Djbel Amrouna aux environs de la commune de Djemaat Ouled Chikh, wilaya de Aïn Defla en 1<sup>o</sup> Région Militaire. Il a été procédé à l'identification de ce criminel, il s'agit de « Hbal.Ibrahim » alias « Abdelhafid Abou Temmam » né le 12 mai 1964 à Aziz wilaya de Médéa, responsable d'un groupe terroriste, il avait rallié les groupes terroristes en 1994 », a précisé le MDN dans un communiqué. Deux caches pour terroristes



contenant des subsistances de vivre et divers objets ont été, en outre, découvertes et détruites par un détachement de l'ANP lors d'une opération de recherche et de ratissage menée à

Aïn Defla (1er RM), a-t-on ajouté. Un élément de soutien aux groupes terroristes a été également arrêté, a souligné le MDN. Par ailleurs, 160 kilogrammes de kif traité ont été saisis

par des Garde-côtes à Mostaganem (2<sup>e</sup>RM), alors que deux (02) marteaux piqueurs ont été saisis par un détachement de l'ANP à Bordj-Badji Mokhtar (6<sup>e</sup>RM). Dans le cadre de la lutte

contre l'immigration clandestine, des détachements de l'ANP ont arrêté 16 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen (2<sup>e</sup> RM), Biskra (4<sup>e</sup> RM) et Annaba (5<sup>e</sup> RM).

### Découverte d'une cache contenant une arme anti-aérien et 6 roquettes à Tamanrasset



Une cache d'armes contenant une arme anti aérien et six roquettes ont été découverte dernièrement à Tamanrasset, alors que deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Médéa et Aïn-Defla, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements et lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée

près de la bande frontalière sud, à Tamanrasset/6<sup>e</sup>me Région militaire (RM), un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert le 03 octobre 2019, une cache d'armes contenant une (01) arme anti aérien de type STRELA 2M et six (06) roquettes de type BM-21. De même, un détachement de l'ANP a arrêté à Médéa et Aïn-Defla/1<sup>ère</sup> RM, deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes", précise la même source.

### Lutte contre la contrebande et la criminalité organisée Deux individus arrêtés à Tamanrasset et Bordj-Badji Mokhtar



Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, "un détachement de l'ANP a arrêté à Tamanrasset et Bordj-Badji Mokhtar/6<sup>e</sup>me RM, deux (02) individus et saisi deux (02) véhicules tout-terrain, 3,42 tonnes de denrées alimentaires, un panneau solaire et un détecteur de métaux", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans le

même contexte, "des détachements de l'ANP ont saisi dans des opérations distinctes à Tébessa, Souk-Ahras et El-Taref/5<sup>e</sup>me RM, deux (02) véhicules et 7 558 litres de carburant destinés à la contrebande, tandis que 7 811 unités de différentes boissons et 2 160 kilogrammes de feuilles de tabac ont été saisies à Biskra et Laghouat/ 4<sup>e</sup>me RM".

K.A

### L'opération réitère la grande vigilance des forces de l'ANP Découverte d'une cache d'armes contenant 10 roquettes à Tamanrasset

Une cache d'armes a été découverte, hier, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée près de la bande frontalière sud, à Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, et lors d'une patrouille de fouille et de ratissage menée près de la bande frontalière sud à Tamanrasset (6<sup>e</sup>me Région militaire), un détachement de

l'Armée nationale populaire a découvert le 05 octobre 2019, une cache d'armes contenant dix (10) roquettes de type BM-21", précise le communiqué. "Cette opération réitère, encore une fois, la grande vigilance et la ferme détermination des Forces de l'ANP mobilisées à travers tout le territoire national, à préserver la sécurité de notre pays et mettre en échec toute tentative de porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité", souligne la même source.

k.a



## Energie : Sonelgaz opère un mouvement dans son top management

**S**onelgaz a opéré un mouvement dans son top management, répondant à «la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle stratégie corporate du groupe», a indiqué jeudi dernier la Société nationale de distribution de l'électricité et du gaz.

«Ces mouvements font montre de la volonté de Sonelgaz d'opérer des réformes efficaces dans l'organisation et dans le fonctionnement capables de prévenir et de corriger l'ensemble des externalités négatives pouvant influencer les métiers du groupe, notamment dans les domaines liés à l'engineering et aux travaux, vu l'ampleur des projets structurants en cours de réalisation et dont ces sociétés ont la charge», a expliqué la même source dans un communiqué.

Le mouvement répond ainsi à «la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle stratégie corporate du groupe, qui a placé le management du changement au cœur des priorités de Sonelgaz», a-t-on ajouté.

Les changements ont touché en priorité les premiers responsables de la Compagnie d'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG), mais aussi la société de montage industriel (Etterkib), la société de travaux et de montage électriques (Kaharakib), la société d'électricité et des énergies renouvelables (SKTM) et la société de transport et de manutention exceptionnelle des équipements industriels et électriques (Transmex).

C'est «le Pdg de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, qui a procédé à ce mouvement dans le top management de certaines sociétés du groupe, considérant la qualité et la mobilité professionnelles du management comme leviers de mise en œuvre des démarches



managériales destinées à améliorer la qualité et le contenu de l'exercice du service public dévolu au groupe Sonelgaz, dans le sens d'une plus grande responsabilisation des acteurs et d'une plus grande efficacité», a-t-on précisé.

Lors des cérémonies d'installation des nouveaux managers, Chaher Boulakhras a exhorté les responsables des sociétés à s'adapter aux changements de leur environnement et répondre à l'exigence de qualité des 9,5 millions de clients électricité et 6 millions de clients gaz que compte le groupe Sonelgaz.

Dans cette optique, il a estimé que «conduire le changement est une condition essentielle pour

plus d'efficacité opérationnelle et pour mieux assurer la pérennité des activités des sociétés du groupe». Il a, également, considéré que la qualité du management est «cruciale» pour dynamiser les ressources humaines et susciter leur envie de s'acquitter convenablement de leurs tâches, de trouver des solutions aux contraintes liées à l'environnement et de concourir au succès de l'entreprise.

Le même responsable s'est dit aussi satisfait de voir de jeunes managers accéder à de hauts postes de responsabilité, ce qui témoigne, a-t-il dit, de «l'efficacité de la démarche formatrice de Sonelgaz, qui cible de jeunes cadres à hauts potentiels et les

prépare pour l'excellence et la performance». M. Boulakhras a demandé, à cette occasion, aux managers d'agir pour améliorer les conditions de réalisation des ouvrages et leurs délais d'exécution.

Il a appelé, notamment, au respect de la réglementation tout en s'adaptant à une politique managériale basée sur la performance et la transparence. Esquissant les grandes lignes de la stratégie de Sonelgaz, M. Boulakhras a insisté sur «les efforts qui seront davantage consacrés à l'intégration nationale et au développement des activités du groupe à l'international».

Dans cette perspective, un pôle dédié au développement indus-

triel et au partenariat a été créé au sein de la holding Sonelgaz. Sa mission est d'évaluer les partenariats industriels en cours de mise en œuvre et d'en développer de nouveaux de façon à approcher, à terme, un taux d'intégration nationale de 70%. Les partenariats stratégiques pour la fabrication d'équipements industriels déjà lancés par Sonelgaz seront «renforcés» par d'autres partenariats dans le domaine de l'ingénierie, approvisionnement et construction, de façon à permettre au groupe Sonelgaz d'opérer à l'étranger, aussi bien dans l'exportation de l'énergie que dans l'ingénierie et les services liés aux industries électriques et gazières.

### Rabehi : les journalistes "ne sauraient être offensés" car leur mission est noble

**L**e ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement et ministre de la Culture par intérim, Hassan Rabehi, a affirmé samedi à Alger que les journalistes "ne sauraient être offensés" car leur mission est noble, soulignant que son secteur s'attelle à l'élaboration d'un cadre juridique à la hauteur des aspirations de la corporation.

"La presse et les journalistes ne sauraient être offensés car leur mission est noble", a précisé M. Rabehi en marge de sa participation à une cérémonie organisée par le ministère de l'Éducation nationale à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants (5 octobre), ajoutant que "la mission du journaliste consistant en la couverture des événements en cours, on ne doit pas prêter attention à ceux qui ne connaissent pas la valeur de la presse et des journalistes". Le ministère de la Communication s'attelle à l'élaboration d'une série de textes qui offriront un cadre juridique à la

corporation des secteurs public et privé, a fait savoir le ministre. Appelant les journalistes à prôner un discours responsable, à consacrer la vérité dans l'accomplissement de leur mission et à préserver leur image, M. Rabehi n'a pas manqué de saluer leurs efforts en faveur du renforcement des valeurs à même de "protéger la marche de la nation pour le bien de tous".

A une question sur le projet de loi sur les hydrocarbures, le ministre a estimé que "le plus important est le maintien de la règle 51/49 et les mesures incitatives au profit des investisseurs étrangers pour générer des recettes et des revenus supplémentaires".

Pour le ministre de la Communication, il ne faut pas compter uniquement sur le secteur des hydrocarbures comme principale source de revenus, mais exploiter également toutes les potentialités disponibles et en tirer profit pour diversifier les sources de revenus du pays en vue de réaliser le développement durable.

### Mihoubi s'engage avec "un programme électoral réaliste et un discours direct"

**L**e Secrétaire général par intérim du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, a affirmé samedi à Alger, qu'il s'engagera dans l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, avec "un programme électoral réaliste et pratique et un discours direct à l'adresse du citoyen".

Lors d'une conférence de presse tenue au siège du parti au lendemain de l'approbation de sa candidature à la prochaine échéance présidentielle, par les membres du Conseil national du RND, M. Mihoubi a indiqué que le parti avait entamé l'élaboration d'un programme électoral "ambitieux, réaliste et pratique", dont le but est de "restituer la Patrie au citoyen, d'ériger l'Algérie en un pays émergent grâce aux compétences qui existent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en vue de concrétiser le développement souhaité, le plus rapidement possible".

Le candidat du RND a fait savoir qu'il mettra, lors de sa campagne électorale, sur "un discours direct, dont le citoyen sera le point de départ et le destinataire, sans évoquer le passé mais en étant davantage à l'écoute de ses préoccupations quotidiennes".

Dans ce cadre, le SG par intérim du parti RND a dévoilé que ce programme "touchera tous les secteurs et renfermera une nouvelle vision" qui sera mise en œuvre rapidement, en cas de victoire à la prochaine élection.

Le RND propose un nouveau modèle de développement pour la période 2020-2025, dont l'objectif est "la concrétisation de la sécurité dans toutes ses dimensions: globale, alimentaire, énergétique, éducative et intellectuelle", a précisé M.

Mihoubi ajoutant que "la réforme sanitaire à travers la révision de la cartographie sanitaire de l'Algérie", "la réforme bancaire" et "la création de quelque 4 millions d'emploi en cinq années" étaient au cœur de ce programme, dont "le point focal est l'enseignement".

Répondant aux questions des journalistes, le candidat du RND a souligné que "le succès de l'élection Présidentielle est tributaire d'une forte participation des citoyens", car le prochain président, poursuit M. Mihoubi, "doit jouir de la légitimité que lui accorde le peuple, qui a saisi l'impératif d'aller vers des élections et qui a compris que la poursuite de la situation actuelle mènera à un grand blocage à tous les niveaux", a-t-il soutenu.

Pour M. Mihoubi, le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) "a répondu favorablement à la volonté populaire qui demandait la réactivation des articles 7 et 8 de la Constitution, et ce par leur consécration par la voie des urnes".

Réagissant "aux voix appelant à écarter le parti de la scène politique", le SG par intérim du RND "a rejeté catégoriquement le terme exclusion" qui revient à dire son "éloignement" de la scène politique, a-t-il dit ajoutant que c'est là un terme "dur, anti-démocratique, contraire à l'éthique". "Son utilisation relève de la faiblesse", a-t-il déploré.

Le candidat de RND a fait savoir qu'il tâchera, lors de sa campagne électorale, de "dialoguer avec les citoyens qui pourraient nous empêcher de présenter notre programme".

M.Naima

Au cours de la semaine prochaine

**ANIE: Installation des coordinateurs des délégations de wilayas**

Les coordinateurs de délégations de wilayas relevant de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) seront installés, au cours de la semaine prochaine, a fait savoir, à Alger, son président Mohamed Charfi, précisant que ces coordinateurs sont des jeunes et de l'élite universitaire. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan de l'Autorité qui l'a entamé depuis près de trois semaines, M. Charfi a précisé que

"90% de ces coordinateurs, âgés de moins de 48 ans, ont un niveau universitaire et jouissent d'une expérience professionnelle". Après l'annonce de la liste des coordinateurs des 48 wilayas, il a indiqué que leur choix s'était reposé sur la concertation avec le conseil de l'Autorité, ajoutant que ces coordinateurs jouissaient de toutes les prérogatives conférées à l'ANIE, d'autant qu'ils "sont responsables de tout le processus électoral au niveau de leurs wilayas". Dans un

contexte pareil, M. Charfi a fait savoir que l'ANIE était en passe d'élaborer un guide de coordinateurs qui sera distribué à l'occasion de l'organisation d'une session de formation à leur profit durant les jours à venir, dans l'objectif de fixer avec précision les prérogatives. Par ailleurs, le même interlocuteur a réitéré les efforts consentis par l'Autorité visant à réunir les conditions propices à l'organisation d'une élection présidentielle régulière, à travers la mise au point de la

stratégie de l'Autorité s'appuyant sur les aspects technologiques développés, et ce pour éviter "toute fraude" lors des élections, appelant, par la même, les jeunes du Hirak à "soutenir l'Autorité en matière d'encadrement des bureaux de vote en vue d'assurer la régularité de cette échéance nationale". D'un autre côté, le président a réaffirmé que l'Autorité "a hérité des prérogatives de plusieurs secteurs ministériels dans le domaine de l'organisation des élections et

qu'elle dispose de toutes les prérogatives dans la prise des décisions qu'elle juge appropriées", indiquant que cette Autorité avait adressé près de 40 instructions aux différents organes de l'Etat, afin de faciliter et clarifier ses missions, notamment au vu du "non-respect par certaines parties du nouveau régime électoral, ce qui a enregistré une incohérence en termes d'application des décisions de ladite Autorité".

s.i

Mohamed Charfi

**La fraude relèvera désormais du domaine de l'impossible**

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) Mohamed Charfi a affirmé, à Alger, que les procédures qui seront adoptées en prévision de la prochaine Présidentielle et le système informatique qui sera utilisé pour la surveillance et l'assainissement des listes du corps électoral, "relèvera la fraude au domaine de l'impossible". Dans un entretien M. Charfi a mis l'accent sur l'efficacité des procédures relatives à la

surveillance de la Présidentielle du 12 décembre prochain, assurant que le système informatique qui sera piloté par des experts en informatique "relèvera la fraude au domaine de l'impossible". "Je pense que personne n'oserait une tentative de fraude", avec ce qui sera assuré comme procédures préventives dans ce sens, a ajouté M. Charfi. En vue de conférer la transparence et l'intégrité à cette élection, il sera procédé à la révision de plusieurs aspects relatifs au

scrutin, à travers la prise de nouvelles mesures, comme à titre d'exemple, le changement des procès-verbaux. Répondant à une question sur le déroulement de la révision exceptionnelle des listes électorales, lancée le 22 septembre et qui se poursuit jusqu'au 6 octobre, le président de l'ANIE a fait état d'une "grande affluence" des électeurs, ce qui témoigne, a-t-il dit, de "leur optimisme quant à la prochaine élection qu'ils considèrent comme une occasion à ne

pas rater". M. Charfi estime que l'objectif derrière la Présidentielle prochaine est "au-dessus des conceptions de certains individus", affirmant qu'elle (Présidentielle) "constituera une plate-forme solide pour les échéances électorales futures", comme elle représente "la base du changement du régime qui n'a eu de cesse de compter sur les méthodes corrompues et disperser les coalitions devant la primauté de maigres intérêts".

Affirmant que cette démarche se veut "une des revendications populaires", le président de l'ANIE a indiqué être "totalement convaincu que son Autorité œuvre actuellement à la satisfaction d'une revendication fondamentale exprimée par le Hirak depuis le 22 février passé, à savoir : la consécration de la souveraineté populaire conformément aux dispositions de la Constitution".

s.k

Election présidentielle

**Les notaires concernés par l'authentification des formulaires de souscription des signatures individuelles**

Le président de la Chambre nationale des notaires et membre de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Berdane Rachid a déclaré, que les notaires avaient été destinataires, fin septembre dernier, d'une correspondance les sensibilisant d'authentifier les formulaires de souscription des signatures individuelle des postulants à la candidature pour l'élection présidentielle, indiquant que les mesures néces-

saires seront prises à l'encontre des notaires qui prétendent n'avoir reçu aucune instruction à ce propos. Dans un entretien, M. Berdane a souligné que les notaires avaient été destinataires, le 25 septembre dernier, d'une correspondance les sensibilisant à accomplir leur mission d'authentification des formulaires de souscription des signatures individuelle des postulants à la candidature pour l'élection présidentielle du 12 décembre

prochain. Certains postulants à la candidature ayant trouvé des difficultés à effectuer l'opération d'authentification auprès de notaires prétendant n'avoir reçu aucune instruction à ce propos, M. Berdane a affirmé que les mesures nécessaires seront prises à leur rencontre. "Nous nous attendions à ce genre d'agissements de la part des Secrétaires généraux des APC pour entraver le processus électoral mais pas des hommes de droit", a-t-il dit.

Le 18 septembre dernier, l'ANIE avait rendu une décision fixant les personnes habilitées à authentifier les formulaires de souscription des signatures individuelles. Outre les notaires, la liste comprend les secrétaires généraux des APC, les huissiers de justice, les traducteurs interprètes officiels et les commissaires-priseurs, a rappelé M. Berdane. Cette décision intervient pour élargir la liste des personnes habilitées à cela "pour

faciliter cette étape du processus électoral", a-t-il ajouté. Cette décision fixe également les conditions de parachèvement de l'étape de collecte des signatures, à l'instar de faire obligation au signataire de se présenter personnellement devant l'instance habilitée muni de sa pièce d'identité, de la carte d'électeur ou d'une pièce attestant que la personne concernée figure sur la liste de l'électorat ainsi que le certificat de résidence.

Présidentielle du 12 décembre

**Clôture de la révision exceptionnelle des listes électorales**

L'opération de révision exceptionnelle des listes électorales commencée le 22 septembre dernier prend fin aujourd'hui, conformément au décret présidentiel portant convocation du corps électoral en vue de l'élection du président de la République devant se tenir le 12 décembre prochain. En prévision de cette révision exceptionnelle des listes électorales, l'Autorité nationale indépendante des élections, créée en vertu d'une nouvelle loi organique, avait invité les citoyennes et citoyens, non-inscrits sur les listes électorales, notamment ceux qui auront 18 ans le jour du scrutin, à s'inscrire auprès de la commission communale au niveau de leur commune de résidence. Les électeurs ayant changé de lieu de résidence devaient, quant à eux, se rapprocher de la commission de révision des listes électorales de leur nouvelle commune

de résidence, la demande d'inscription devant être appuyée par la présentation de deux documents, l'un justifiant l'identité, l'autre la résidence. Les bureaux de la commission chargée de la révision des listes des élections au niveau des communes étaient, ainsi, ouverts tous les jours de la semaine, de 9h00 à 16h30, à l'exception du vendredi. Les membres de la communauté nationale établie à l'étranger devaient, pour leur part, se rapprocher des représentations diplomatiques ou consulaires pour s'inscrire. La loi organique relative au régime électoral, qui vient d'être amendée, place le fichier national du corps électoral composé de l'ensemble des listes électorales des communes et des centres diplomatiques et consulaires à l'étranger sous la tutelle de l'Autorité indépendante chargée des élections.

C.N

**Direction générale des Douanes L'essentiel des échanges commerciaux se fait avec l'Europe**

L'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie (import-export), durant les sept premiers mois de l'année 2019, s'est effectué avec l'Europe, soit près de 57% de la valeur globale des échanges, selon la direction générale des Douanes (DGD). De janvier à juillet derniers, les échanges entre l'Algérie et les pays européens ont atteint près de 27,12 milliards de dollars (mds usd), contre 29,61 mds usd pendant la même période de 2018, en baisse de -8,42%, selon les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les pays d'Europe demeurent ainsi les principaux partenaires de l'Algérie, sachant que 61,11% des exportations algériennes et 53,32% de ses importations proviennent de cette région du monde, dont les pays de l'Union Européenne (UE). En effet, les exportations algériennes vers les pays européens ont atteint durant les sept mois de l'année en cours, près de 13,23 mds usd, contre 14,89 mds usd, durant la même période de 2018, enregistrant ainsi une baisse de (-11,19%). De son côté, l'Algérie a importé des pays d'Europe pour 13,89 mds usd, au cours des sept premiers mois de 2019, contre près de 14,72 mds usd à la même période de 2018, soit une baisse de -5,62%. La France, l'Italie, l'Espagne et la Grande Bretagne restent

les principaux pays partenaires de l'Algérie en Europe, a précisé la même source. Les pays d'Asie occupent, pour leur part, la seconde position dans les échanges commerciaux de l'Algérie, avec 11,63 mds usd, soit 24,40% de la valeur globale des exportations du pays durant les sept premiers mois de 2019, contre 10,77 mds usd à la même période en 2018. La Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite et la Corée sont les principaux pays partenaires de l'Algérie dans cette région du monde, selon les données des Douanes. Par ailleurs, les pays d'Amérique occupent la troisième place dans les échanges commerciaux avec l'Algérie pour un montant de près de 6,30 mds usd les sept mois 2019 contre près de 7,62 mds usd en baisse de -17,38%.

k.a



## Sur les moyens de renforcer la coopération policière AFRIPOL : Ounissi s'entretient avec les chefs des délégations

Le Directeur général de la Sûreté nationale et président de l'Assemblée générale du mécanisme de coopération policière de l'Union Africaine (Afripol), Khelifa Ounissi s'est entretenu avec les chefs des délégations ayant participé aux travaux de la 3ème Assemblée générale d'Afripol, sur les moyens de renforcer la coopération policière, aux plans bilatéral, régional et international, a indiqué, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). A l'issue de ces travaux tenus à Alger, M. Ounissi s'est entretenu avec ses homologues et chefs de délégations du Soudan, Guinée, Sierra Leone et Zimbabwe, avec lesquels il a évoqué les moyens de renforcer la coopération policière, aux plans bilatéral, régional et international, "dans l'objectif d'unifier les visions et de coordonner les efforts afin de faire face à toutes

formes de criminalité, notamment le crime transfrontalier, le crime organisé et l'extrémisme violent". Les entretiens ont permis "l'examen des moyens du développement des mécanismes d'action entre les polices des deux pays et de leur renforcement dans le cadre d'Afripol", a ajouté la même source. A cet effet, M. Ounissi a affirmé que les rencontres bilatérales avec les hauts responsables de la sécurité africaine et directeurs de police, sont à même de "consolider les relations de coopération entre les organes de police africains et internationaux. Elles permettront également d'élargir les perspectives de coopération et l'échange d'expériences dans les différents domaines". Il a estimé par ailleurs que "la forte volonté" des pays membres d'Afripol "constitue l'un des principaux facteurs de réussite dans la réalisation de la stratégie, adoptée lors

de l'assemblée générale pour la période quinquennale 2020-2024, dans l'objectif d'assurer, aux pays et aux sociétés africaines, la sécurité, la stabilité et les éléments d'un développement durable". De leur côté, "les hauts responsables de la sécurité africaine ont salué le niveau de professionnalisme atteint par la police algérienne et les moyens techniques modernes d'action policière, louant également le rôle pionnier et les efforts colossaux consentis par l'Algérie, en matière de renforcement de l'action sécuritaire aux niveaux international et régional, dans le domaine de la lutte contre toutes formes de criminalité et de la formation de la ressource humaine spécialisée, en vue de faire face aux défis sécuritaires actuels", a souligné le communiqué.

k.s

## Séminaire Création de délégations locales pour la prise en charge de l'enfance

Les participants au Séminaire international sur l'importance du signalement dans la protection de l'enfant en danger, ont prôné l'impératif création de délégations locales qui relèveront de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance, à l'effet de prendre en charge les préoccupations du citoyen en la matière. Les participants à cette rencontre qui a été couronnée d'une série de recommandations, ont préconisé la création de délégations locales relevant de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance, en vue de prendre en charge les préoccupations du citoyen et d'appuyer l'action de proximité dans le domaine de la protection de l'enfance, à l'instar des expériences réalisées par certains pays. Les participants à cette rencontre de deux jours, ont également insisté sur la nécessaire accélération de la promulgation de la loi qui régit les Services éducatifs en milieu ouvert (SEMO) relevant du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, spécialisés dans



la protection sociale au niveau local au profit de l'enfant en danger. Ils ont mis en avant l'importance de coordonner les efforts des intervenants parmi les secteurs et la société civile, concernés par le domaine de l'enfance en vue de hâter l'élaboration du système informatique

national sur la situation de l'enfance et dont la réalisation a été entamée par l'Organe, devant servir de base de données à même de contribuer à la réalisation des politiques et de fournir des solutions aux préoccupations soulevées dans le domaine de l'enfance.

## Présidentielle du 12 décembre La société civile soutient le processus électoral

Le coordonnateur national du Forum civil pour le changement (FCC), Abderrahmane Arar a réitéré, le soutien de la société civile au processus électoral de la présidentielle du 12 décembre prochain et ce, pour "recouvrer la légitimité, opérer le changement radical et consacrer la démocratie". Lors des travaux du Congrès national constitutif du FCC, consacrés au thème "le Hirak, processus de changement (...) et la gouvernance politique de l'Algérie nouvelle", M. Arar a insisté sur l'impératif d'organiser une élection présidentielle libre, régulière et transparente à travers la prise de mesures visant à assainir le climat, regagner la confiance des Algériens et satisfaire toutes les revendications du Hirak appelant au changement global et au départ de tous les symboles de l'ancien régime". Il a également, réaffirmé que le FCC "soutient la poursuite du mouvement populaire jusqu'à la satisfaction totale des revendications populaires légitimes dont l'indépendance de la justice, le respect des libertés individuelles et collectives, la lutte contre la corruption, l'amélioration de la situation socio-économique du pays et la prise en charge des catégories vulnérables et des préoccupations des jeunes". A ce propos, M. Arar a souligné l'importance de soutenir et de poursuivre le processus du dialogue "constructif et responsable" pour sortir le pays de la crise actuelle, insistant sur l'impérative implication de la société civile dans ce processus pour aboutir à une "approche consensuelle pour mener le pays à bon port". Le coordonnateur du FCC a rappelé, dans ce sens, la nécessité d'organiser cette élection pour choisir notre président en toute transparence et démocratie, un homme capable d'engager des réformes profondes et globales dans différents domaines, de procéder à la révision de la Constitution et des lois et d'édifier un Etat moderne fondé sur les principes de la déclaration du 1er novembre 1954". Lors de cette rencontre organisée par le FCC, crée le 9 mars 2019, par 70 associations nationales et locales, il est procédé à l'élection de son président et à l'adoption de sa stratégie, de son plan d'action 2020-2025 et de la déclaration politique.

## L'UGTA réclame une baisse de l'impôt sur les salaires



L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a réclamé, dernièrement, depuis Skikda une baisse de l'impôt sur le revenu global des travailleurs (IRG) et l'instauration d'une taxe sur la fortune. Au cours d'un regroupement régional avec les cadres syndicaux de 17 wilayas de l'Est du pays, le secrétaire général de la centrale syndicale, Salim Labatcha a affirmé que la nouvelle orientation de l'UGTA issue de son congrès de renouvellement, tenu en juillet passé, œuvre pour l'équité face aux impôts. M. Labatcha a considéré "inadmissible" qu'un simple travailleur verse plus de 30 % de son revenu à l'impôt, estimant "injuste de bâtir l'impôt sur les salaires des travailleurs". La charge de l'impôt doit être répartie équitablement par l'établissement notamment d'impôts

sur la fortune, a estimé l'intervenant, en relevant que cette revendication a été exprimée en permanence par des parlementaires lors de l'examen des projets de lois de finances, mais a été toujours rejetée. Le même responsable a estimé, par ailleurs, qu'en cas de baisse de l'impôt sur les salaires, il faut qu'il n'y ait pas dans le même temps des augmentations des prix des produits alimentaires. Sur le plan politique, le secrétaire général de l'UGTA a appelé à aller vers des élections présidentielles qui permettront au peuple de choisir ses responsables en toute transparence assurant que l'UGTA n'appellera pas dans cette nouvelle ère les travailleurs à voter pour quiconque des candidats comme par le passé.

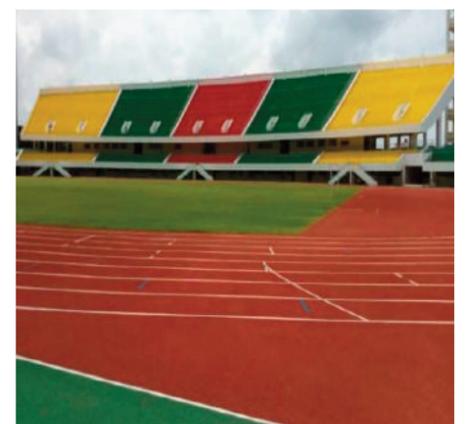
k.s

## Stade du 20 août à Belouizdad Les travaux de réaménagement tirent à leur fin

Les travaux de réaménagement du terrain du stade du 20 août et sa couverture en gazon artificiel de sixième génération touchent à leur fin, en attendant sa réouverture aux entraînements de l'équipe de Belouizdad, a indiqué, le directeur général de l'Etablissement de maintenance des réseaux routiers et d'assainissement de la wilaya d'Alger (ASROUT), Aïter Saâdoune, chargée de l'opération. Dans une déclaration, M. Saâdoune a souligné que le réaménagement du terrain du 20 août, dans la commune de Belouizdad (Alger) et sa couverture en gazon artificiel répondant aux normes internationales touchait à sa fin, ajoutant qu'il sera fin prêt dans les quelques prochains jours, et ce dans le cadre du programme de réaménagement destiné à plusieurs structures sportives lancé par la wilaya d'Alger. L'opération de renouvellement du terrain dudit stade a été lancée le 28 août dernier avec l'appui de la wilaya, a-t-il précisé, qualifiant de "remarquable" l'état d'avancement des travaux, après l'installation de 3 équipes formées des agents de l'Etablissement, travaillant avec un système de permanence pour parachever les travaux qui durerait auparavant plus de 3 mois. "Parallèlement à la rénovation de la pe-

louse (en gazon synthétique) du 6e génération (un produit local qui sera agréé par la FIFA prochainement, le stade du 20 août sera concerné par une opération réaménagement touchant nombre de structures gérées par la commune et la DJS dont les tribunes, la billetterie, les vestiaires, les sanitaires et les éclairages", a-t-il indiqué. Pour sa part, le directeur de la Direction des sports et de la jeunesse, Tarek Kerrache, a fait savoir qu'une enveloppe financière de 6 milliards de centimes avait été allouée aux différents travaux concernant le stade.

S.I



# Le Monde

De l'administration

Quotidien National d'Information

**Tous les jours  
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ  
POUR VOS PUBLICITÉS**

Pour plus de détails contactez nous au :



023 95 70 70

Ou par Email au :



monde.adm@gmail.com

**LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ**

**Le Monde**  
De l'administration

Fondation pour l'édition  
et la publicité

EDITER PAR LA EURL  
EL HAOUAFIZE

Président directeur général  
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL  
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE  
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SIÈGE SOCIAL  
22 RUE SAHRAOUI EL  
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL  
023957070

COMPTE NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

QUEST- CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

## Economie bleue

## Impératif d'actualiser toutes les données nécessaires

L'impératif d'actualiser toutes les données nécessaires à l'économie bleue a été souligné dernièrement à Tlemcen lors d'une rencontre de concertation visant l'élaboration de la stratégie nationale dédiée à cette économie à l'horizon 2030. Inscrite dans le cadre de la coopération avec l'Union européenne, cette rencontre, tenue au siège de la wilaya de Tlemcen a vu la participation de professionnels de la pêche, d'organisations profession-

nelles, de représentants de diverses directions concernées par l'économie bleue et des APC et de chefs de daïras des villes côtières de la wilaya de Tlemcen. La rencontre a donné lieu à trois ateliers abordant les systèmes d'observation, de surveillance et de suivi, la sécurité sanitaire et alimentaire, la résilience de l'écosystème marin aux changements climatiques, les dispositifs de financement et d'investissement et l'aspect législatif et institutionnel relatif à l'économie bleue.

L'installation d'un comité de wilaya chargé de l'économie bleue et des échanges intersectoriels a été proposée par les participants qui ont insisté sur l'importance d'améliorer les travaux de recherche écologique et biologique des espèces marines exploitées. Cette rencontre, à l'instar d'autres organisées à travers les wilayas côtières du pays a permis aux séminaristes de recommander la promotion de la pêche hauturière et de renforcer les capacités humaines et maté-

rielles des laboratoires chargés du contrôle des eaux de mer. Les séminaristes ont, par ailleurs, proposé la création d'un fonds national pour l'économie bleue et l'imposition d'une taxe de pollution pour tous les polluants et de renforcer le partenariat public-privé relatif à la production pharmaceutique à partir de la culture des algues. L'expert international, professeur Chakour Chaouki, membre du comité ad-hoc méditerranéen sur les approches socio-

économiques et le développement durable en Méditerranée a présenté, lors de cette rencontre, les grandes lignes et les principes fondamentaux de la stratégie nationale de l'économie bleue. La rencontre a également permis aux participants de suggérer la révision de certains textes réglementaires relatifs à la gestion des collectivités locales et des territoires, celui du littoral et ceux du domaine public maritime et des ports et abris de pêche.

### Du 6 au 10 octobre courant L'Algérie participe au Salon Gitex de Dubaï

La Société Algérienne des Foires et Exportations (Safex) organise, sous l'égide du ministère du Commerce, la participation officielle de l'Algérie au Salon Gitex qui se tient au « Dubai World Trade center » (Emirats Arabes Unis) du 6 au 10 octobre courant, avec un pavillon national d'une superficie globale de 150 m<sup>2</sup>, a-t-elle annoncé.

Le pavillon algérien regroupera 15 start-up au Gitex Future Stars Dubai, ainsi que sept (7) entreprises activant dans le secteur des nouvelles technologies, inscrites au Gitex Technology Week-Dubai. Ces start-up qui offrent des solutions innovantes dans des domaines différents, tels que l'environnement et l'intelligence artificielle, ainsi que le développement des applications, auront l'occasion de présenter leurs projets lors du Salon, qui permettra de les aider à accélérer leur business et de rencontrer des investisseurs potentiels. Elles bénéficieront elles aussi d'une prise en charge à hauteur de 80% relative aux frais de location des espaces d'exposition et d'acheminement des échantillons, souligne la Safex. Le Gitex Dubai est dédié à l'innovation technologique et aux start-up les plus innovantes. Il offre la possibilité aux start-up et opérateurs algériens présents de représenter l'Algérie dans un événement international de « grande envergure » dédié aux start-up, multinationales et aux investisseurs internationaux dans le domaine des nouvelles technologies.

### Création d'un pôle pour le développement industriel et le partenariat Sonelgaz opère un mouvement dans son top management

Sonelgaz a opéré un mouvement dans son top management, répondant à "la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle stratégie corporate du groupe", a indiqué la Société nationale de distribution de l'électricité et de gaz. "Ces mouvements font montre de la volonté de Sonelgaz d'opérer des réformes efficaces dans l'organisation et dans le fonctionnement capables de prévenir et de corriger l'ensemble des externalités négatives pouvant influencer les métiers du Groupe, notamment dans les domaines liés à l'engineering et aux travaux vu l'ampleur des projets structurants en cours de réalisation et dont ces sociétés ont la charge", a expliqué la même source dans un communiqué. Le mouvement répond ainsi à "la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle stratégie corporate du Groupe qui a imposé le management du changement au cœur des

priorités de Sonelgaz", a-t-on ajouté.

Lors des cérémonies d'installation des nouveaux managers, M. Boulakhras a exhorté les responsables des sociétés à s'adapter aux changements de leur environnement et de répondre à l'exigence de qualité des 9,5 millions de clients électricité et 6 millions de clients gaz que compte le Groupe Sonelgaz. Dans cette optique, il a estimé que "conduire le changement est une condition essentielle pour plus d'efficacité opérationnelle et pour mieux assurer la pérennité des activités des sociétés du Groupe". Il a, également, considéré que la qualité du management est "cruciale" pour dynamiser les ressources humaines et susciter leur envie de s'acquitter convenablement de leurs tâches, de trouver des solutions aux contraintes liées à l'environnement et de concourir au succès de l'entreprise. Le même

responsable s'est dit aussi satisfait de voir de jeunes managers accéder à de hauts postes de responsabilité, ce qui témoigne, a-t-il dit, de "l'efficacité de la démarche formatrice de Sonelgaz qui cible de jeunes cadres à hauts potentiels et les prépare pour l'excellence et la performance". Esquissant les grandes lignes de la stratégie de Sonelgaz, M. Boulakhras a insisté sur "les efforts qui seront davantage consacrés à l'intégration nationale et au développement des activités du groupe à l'international". Dans cette perspective, un pôle dédié au développement industriel et au partenariat a été créé au sein de la holding Sonelgaz. Sa mission est d'évaluer les partenariats industriels en cours de mise en œuvre et d'en développer de nouveaux de façon à approcher, à terme, un taux d'intégration nationale de 70%.

k.s

### Salon de l'agroalimentaire en Allemagne Plus de 18 exposants algériens présents

Plus de 18 exposants algériens représentant le secteur de l'agroalimentaire, participent au Salon Anuga à Cologne (Allemagne), du 5 au 9 octobre courant, a indiqué la Société algérienne des Foires et Exportations (Safex). Organisée sous l'égide du minis-

tère du Commerce, cette participation se déroule avec un pavillon algérien officiel, étalé sur une superficie de 190 m<sup>2</sup>, a précisé la même source dans un communiqué. Cette présence constitue une "excellente" opportunité pour les exposants algériens de développer des

partenariats "fructueux" avec les entreprises européennes et du monde entier. C'est aussi une occasion d'optimiser leurs actions promotionnelles par des contacts "sérieux", ainsi que d'éventuels commandes et contrats de partenariats, a expliqué la Safex. L'édition précédente du Salon

Anuga, tenue en 2017, a connu la participation de 7.405 exposants. Il a été visité par plus de 165.000 personnes, ce qui fait de cet événement le numéro un de l'agroalimentaire au monde. La Safex a, par ailleurs, fait savoir que les exposants, bénéficieront d'une prise en charge à hauteur de

80% relative aux frais de location des espaces d'exposition et d'acheminement des échantillons, et ce, dans le cadre du Fonds spécial de promotion des exportations géré par le ministère du Commerce.

k.a

### Prévu en novembre à Oran l'Egypte sera l'invité d'honneur du SIPA 2019

Le 8e Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2019) prévu en novembre à Oran accueillera comme invité d'honneur l'Egypte, pays leader en matière d'aquaculture d'eau douce, a indiqué le Directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Taha Hammouche. "L'Egypte est considéré leader en matière de production aquacole et d'élevage de poissons en eau douce dont le tilapia du Nil, soit environ un million de tonnes par an", a-t-il souligné en marge d'une visite de travail à Oran, précisant que l'Algérie espère profiter de son expérience pour développer cette branche de l'aquaculture. Le SIPA 2019, qui sera organisé du 6 au 9 novembre au Centre des conventions d'Oran (CCO), accueillera, par ailleurs, une vingtaine d'entreprises étrangères de plusieurs pays dont l'Inde, la

Grèce et la Turquie, dans la perspective de trouver des opportunités d'investissement dans le domaine de l'aquaculture, a-t-on fait savoir. La 8e édition du SIPA sera organisée sous le thème "La pêche et l'aquaculture autour de l'économie bleue" et constituera une occasion pour inviter différents secteurs, dont ceux de l'énergie et de l'environnement, à animer des ateliers autour de l'économie bleue, dans le but d'élaborer une stratégie nationale pour son développement. Un espace "innovation" sera, par ailleurs, réservé à des start-ups versés dans des domaines innovateurs comme la fabrication de produits pharmaceutiques à partir d'algues, a noté M. Hammouche, indiquant qu'un riche programme de conférence est prévu en marge du salon.

k.a



## Formation professionnelle

### Oum-el-Bouaghi : 6 000 stagiaires ont rejoint les établissements

À l'instar des autres établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, la Direction de la wilaya d'Oum-el-Bouaghi a programmé la reprise de ce secteur au niveau de l'établissement Semache de Aïn M'lila et c'est M. Hadjadj M., wali d'Oum-el-Bouaghi, qui a procédé au coup d'envoi de cette rentrée. Pour rappel, le secteur de la formation professionnelle a entamé cette année les inscriptions des candidats dans les différents établissements et

annexes répartis à travers les communes de la wilaya et en application des directives du ministère de tutelle pour la rentrée de septembre 2019 (fixée au 29 septembre) et de 15 juillet ont été arrêtées pour le 21 septembre. Ces dates ont été choisies pour permettre aux responsables du secteur d'organiser les journées de sélection et de délibérations respectivement le 22, 23, 24 et 25 septembre 2019, et la proclamation des résultats a été annoncée pour le 26 septembre 2019. Selon M. Goudjil K., directeur de wi-

laya de la formation professionnelle, les élèves stagiaires ont rejoint les différents établissements du secteur, soit une trentaine dont 7 établissements spécialisés pour une capacité théorique de 6 950 places pédagogiques. Les instituts spécialisés assurent des formations dans les filières de l'agriculture et activités pastorales, BTPH, hôtellerie et tourisme, «l'électricité-électronique et énergie, transformation agroalimentaire), de capacité théorique d'accueil de 1 500 places pédagogiques, et 720 lits,

13 centres de formation professionnelle de capacité théorique globale de 4 250 places pédagogiques et 1 440 lits, 12 annexes FPA de capacité théorique globale 1 200 places pédagogiques. Le nombre de places pédagogiques offertes pour cette rentrée est de l'ordre de 6 072, regroupant au total 120 spécialités et 19 branches professionnelles, réparties en 4 237 postes sanctionnés par un diplôme et 1 835 autres par une qualification. Les stagiaires en question sont répartis sur : 1 920

postes de formation résidentielle dans 42 spécialités, 2 031 postes en apprentissage dans 59 spécialités, 50 postes de formation en milieu rural dans 2 spécialités, 50 autres postes en cours du soir, 600 postes de formation pour la femme au foyer dans 7 spécialités, 660 autres postes de formation qualifiante dans 12 spécialités, 186 postes pédagogiques de formation dans les établissements privés et 250 postes de cours du soir qualifiant et 290 autres de formation qualifiante en milieu rural.

### Oran

## Pour l'adaptation des lois régissant les notaires aux exigences de l'évolution de la profession

Les notaires dans l'Ouest du pays ont plaidé avant-hier à Oran pour l'adaptation des lois régissant leur profession avec les exigences de son développement et les nouveautés opérées sur ce corps. Les notaires ont soutenu, lors d'une assemblée générale pour le renouvellement de la chambre régionale des notaires de l'Ouest basée à Oran, que les lois actuelles régissant cette profession "nécessitent un amendement en adéquation avec l'évolution socio-économique du pays", comme l'a souligné Laradj Dahmane, membre de la Chambre

nationale des notaires. Le président de la Chambre régionale des notaires de l'Ouest, Réda Benouenane, a souligné que les objectifs de modernisation de la profession de notaire en Algérie reposent sur l'adaptation des lois et législations portant sur cette profession de manière à permettre au notaire d'assumer pleinement et convenablement son rôle et en adéquation avec les aspirations des opérateurs et le climat d'investissement et d'essor économique du pays. Dans ce cadre, il a été suggéré la protection de l'acte notarié et du notaire sur le plan pénal, en citant à titre

d'exemple des erreurs commises dans des cas d'affaires criminelles. L'assemblée générale a été marquée par le renouvellement de la confiance au notaire Réda Benouenane comme président de la Chambre régionale, qui s'est engagé à intensifier les programmes de formation continue au profit des notaires dans l'Ouest du pays (plus de 300), surtout à travers des rencontres, des forums et des ateliers pour constituer une force de proposition en faveur de cette profession. Quinze membres ont été élus au bureau de la chambre régionale de l'Ouest par les no-



taires de 12 wilayas. La chambre précitée sera renforcée en début d'année prochaine d'une nouvelle promotion de notaires qui

sont en stage et qui seront désignés dans les wilayas où ils sont agréés suivant les besoins.

k.s

### Batna

## Fonds de la Zakat : plus de 96 millions de dinars collectés

Le montant global de la collecte de la Zakat dans la wilaya de Batna pour l'année 2018-2019 a atteint 96,326 millions de dinars, a indiqué le directeur local des affaires religieuses et des wakfs, Madani Boucetta. Ce montant comprend la Zakat d'El Fitr (rupture du jeûne) et la Zakat sur l'argent et la récolte, a précisé la même source, avant d'ajouter que la collecte de la Zakat a enregistré cette année une hausse de plus de 10 millions de dinars comparativement à l'année précédente. "La hausse de la collecte de la Zakat observée chaque année est le fruit des différentes campagnes organisées à travers toute la wilaya de Batna par la direction locale des affaires religieuses et des wakfs pour encourager les donateurs à s'acquitter de la Zakat", a-t-il ajouté. Concernant le montant redistribué localement, M. Boucetta a révélé que plus de 100 millions de dinars ont été répartis sur 17 586 familles, ouvrant droit à la Zakat, à raison d'un montant compris entre 5000 et 15 000 dinars chacune. Il est à noter que le montant de la Zakat collecté cette année dans la wilaya de Batna sur l'argent est de 50 millions de dinars, celui de Zakat El Fitr s'élève à 36 millions de dinars, tandis que le reste provient des sommes prélevées sur les récoltes, a signalé la même source.

S.I

### Tamanrasset

## Une personne décède dans l'incendie d'un magasin

Une personne est décédée dans un incendie vendredi dernier d'un magasin situé au quartier Gataâ El-Oued à Tamanrasset, a-t-on appris des services de la Protection civile. L'incendie, qui a causé la mort d'un sexagénaire et des dégâts matériels, s'est dé-

claré aux premières heures de la journée dans un magasin d'articles de literie, a-t-on précisé. Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'hôpital de Tamanrasset et une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes du sinistre.



### Mostaganem

## Plus de 21 000 quintaux de pois chiches récoltés

La superficie qui a été réservée lors de la saison 2018-2019 à la production des légumes secs dans la wilaya de Mostaganem est estimée à 3057 ha, principalement pour les lentilles et pois chiches. C'est ce qu'a révélé Abdelkader Ghanem, chef du service des statistiques et des enquêtes économiques à la DSA de Mostaganem. Celui-ci a indiqué que la quantité de pois chiches collectée est estimée à 21 027 q sur les 1652 ha qui lui ont été réservés, sachant que la moisson se

poursuit jusqu'à la fin de la saison agricole. M. Ghanem a déclaré que cette production de pois chiches est encourageante malgré les difficultés qu'ont connues les producteurs qui ont préféré livrer leur récolte à la CCLS qui, à l'instar des autres CCLS, ferme ses portes dès le 31 juillet de chaque année. Ainsi, sur les 1405 ha destinés à la production des légumes secs, 16 922 ha ensemencés ont été moissonnés jusqu'à présent. À noter que le pois chiche (*Cicer arietinum* L.) est l'une des légu-

mineuses les plus importantes produites dans le bassin méditerranéen. L'Algérie, quant à elle, produit chaque année environ 22 000 t de pois chiche sur une superficie d'environ 33 295 ha (FAO, 2016). Mais à ce niveau, la productivité et la production demeurent encore trop faibles. Pour ce qui est de la moyenne de consommation, il a indiqué que chaque citoyen consomme une moyenne de 251 kg/an. Dans le même sillage, la tutelle a souligné que l'Algérie va bientôt cesser d'importer des

lentilles et des pois chiches, ce qui va participer considérablement à la baisse de la facture d'importation des produits agricoles. Les services techniques de la direction des services agricoles multiplient les mesures de facilitation et d'encouragement à l'adresse des fellahs afin d'intensifier la production des légumineuses. La disponibilité des semences de bonne qualité annonce d'ores et déjà une très bonne récolte en prévision de la prochaine campagne agricole.

### Bordj Bou Arreridj

## Améliorer l'approvisionnement en eau potable à partir du barrage d'Ain Zada

Le ministre des Ressources en Eau, Ali Hamam, a affirmé à Bordj Bou Arreridj que "l'approvisionnement en eau potable de la population du chef-lieu de cette wilaya sera amélioré à partir du barrage d'Ain Zada". Sur le site du barrage d'Ain Zada, où il a été procédé au lancement du projet d'augmentation du volume d'eau destiné à l'approvision-

nement en eau potable de la capitale des Bibans, le ministre a assuré que ce volume passera de 29.300 m<sup>3</sup>/jour actuellement, à 44.300 m<sup>3</sup>/jour très prochainement. Il a également indiqué que le projet bénéficiera à la commune de Ras El Oued qui recevra un volume quotidien de 10.300 m<sup>3</sup>. "Ce volume considérable de 54.600 m<sup>3</sup> permettra de réduire le déficit actuel en atten-

dant l'achèvement des travaux de transfert des eaux du barrage de Tichy-haf (Bejaia) et celui de Tilesdit (Bouira) au profit de 12 communes de la wilaya", a ajouté le ministre. M. Hamam a inauguré à l'occasion une station d'épuration des eaux usées (STEP) à Ain Taghrout avant d'inspecter le chantier d'une autre STEP à Ras el Oued et s'enquérir des travaux de réhabilitation de la

STEP du chef-lieu de wilaya insistant sur l'utilisation des eaux traitées pour l'irrigation agricole. A cours du lancement du projet de protection des communes d'El Yachir et El Anceur contre les inondations, M. Hamam a salué les actions anticipatives prises par les autorités locales en réalisant des études pour la protection des villes contre ce phénomène.

5 octobre 1988

## Le Collectif des Amis du Manifeste pour l'Algérie nouvelle célèbre l'événement



**A** l'occasion de la célébration du 31<sup>ème</sup> anniversaire des événements du 5 octobre 1988, le Collectif des amis du Manifeste pour l'Algérie nouvelle organise ce matin, à Alger, une conférence-débat à laquelle participent des spécialistes de divers horizons et de différents domaines. « L'Algérie n'a pas cessé depuis son accession à l'indépendance de vivre, à cause d'un régime usurpateur, un problème de légitimation de l'exercice du pouvoir. Ce phénomène structurel a dépossédé le peuple algérien de son pouvoir constituant et de sa souveraineté politique. L'irruption massive du peuple dans la rue réclamant la fin du système repose avec acuité cette problématique politico-constitutionnelle », expliquent à cet effet les organisateurs de ce

rendez-vous qui indiquent que les débats seront articulés autour de trois thèmes.

Le premier, intitulé « De la nécessité de la transition », sera présenté par l'économiste et politologue Mourad Ouchichi, le deuxième « De la période transitoire vers la constituante ? » du constitutionnaliste Chabane Benakezouh et le dernier sera animé par le juriste Ali Brahimi, intitulé « Un mémorandum pour une issue pacifique et démocratique ».

Pour le Collectif des Amis du Manifeste pour l'Algérie nouvelle, « l'insurrection citoyenne », qui vient des « profondeurs » de la société, « exige », aujourd'hui, le départ du système et « refuse », malgré une propagande « effrénée » du pouvoir, l'élection présidentielle

prochaine, étape selon le pouvoir qui va dans le sens du « respect de l'ordre constitutionnel ». Il s'agit, poursuit-il, d'un prétexte « fallacieux » parce que précisément le pouvoir « n'a cessé de violer et bafouer plusieurs fois » la loi fondamentale, avant et après le 22 février. « Arcbouté sur ses vieux réflexes et sourd aux revendications populaires en faveur d'un changement radical, le pouvoir propose les mêmes pratiques avec les mêmes techniques, à savoir l'octroi et le plébiscite », déplore la même source qui explique qu'au vu de la situation de « blocage » que porte cette option, il apparaît évident qu'il faut mettre « un terme » à cette démarche de « restauration » de « l'ancien » système et « urgent » de « changer de cap et de perspectives ». Et d'enchaî-

ner : « L'Algérie en général et sa jeunesse en particulier ont démontré leur maturité politique et leur désir ardent d'entrer dans la modernité politique. Face à un vieux monde qui n'en finit pas de mourir, il faut changer de méthode, d'approche, de modèle et renverser la perspective. Une étape transitoire à la place des élections présidentielles est plus que nécessaire. Elle est impérative ».

À cet effet, le Collectif des Amis du Manifeste pour l'Algérie nouvelle croit dur comme fer que le processus transitoire s'inscrit dans cette philosophie et va « nécessairement » à « l'encontre » de la présidentielle. « Il vise à inaugurer et à instaurer un procédé qui permet au peuple de décider librement de son destin. Il y a dans cette démarche consti-

tuante une variété d'options qui démontre qu'il y a possibilité de régler efficacement le problème de légitimité si la volonté politique existe. Le spectre est assez large et peut déboucher, dans certains cas, à l'élection d'une constituante souveraine », espèrent les organisateurs de cette conférence, affirmant que des clameurs « soutenues » et « persévérantes » appellent aujourd'hui à la « refondation » de la légitimité politique. « C'est possible et c'est même indispensable pour permettre au peuple algérien de tracer et de maîtriser son avenir. C'est l'une de nos ambitions qui, en cette journée commémorative du 05 octobre, repose les termes du débat à propos du système de légitimation à mettre en place », conclut la déclaration des Amis du Manifeste.

### BOUIRA

## MARCHE DES AVOCATS : PAS DE VOTE, HOMMAGE AUX VICTIMES DU 05 OCTOBRE 1988 ET AUX DISPARUS, LIBEREZ LES DETENUS POLITIQUE ET POUR LE DEPART DE TOUS LES HOMMES DU SYSTEME

**L**es avocats ont organisée hier, samedi une marche. En effet, cette manifestation a été effectuée suite à l'appel lancé par l'ordre des avocats de Bouira. Le rassemblement s'est effectué devant le siège de la cour avant d'entamer la manifestation. Me Ouafya Sidhoum bâtonnier de l'ordre des avocats qui prenait la tête de la marche, nous témoignera « Nous sommes là aujourd'hui à manifester pour commémorer la date du 5 octobre qui est une référence du combat pour les droits et les libertés avec son lots de martyrs, d'une part, et pour réitérer nous soutien indéfectible au mouvement populaire, donc du Hirak ». D'autre part, Les manifestants, tout le long du parcours de leur marche, n'ont pas arrêté de scander des slogans hostiles au système tels que

« Libérer les détenus d'opinions », « Ya Amirouche ya El Haoues Bouregaa mahou labess ! » « Ya El Hirak El difaâ rahou maâk (Oh mouvement la défense est à tes cotés » et « Barakat barakat mine nidham el issabattes ! (Assez du régime des clans !) Gaid Salah, Bensalah et Bedoui degagez, Me Khodir Ait Yahiatène autre avocat membre du barreau a tenu à souligner que « nous adhérons pleinement à la légitimité des revendications du peuple, et essentiellement pour ce qui est de la défense de ses droits légitimes. Le pays a besoin de sérénité et non d'une situation conflictuelle ». Les avocats de la wilaya de Bouira, arrivés à l'esplanade du la maison de la culture Ali Zamoum, marqueront une halte. Me Rabie Toumi nous fera comprendre « en considé-

rant que l'avocat est une partie du peuple et le symbole de la défense et de la protection des droits individuels et des libertés publiques et privée, dans ce cas, il se doit d'exprimer son adhésion totale et sans équivoque à la démarche pacifique du peuple » D'autres avocats que nous avons rencontré, ont clairement défini que « l'ordre des avocats de la wilaya de Bouira s'adresse aux autorités, pour leur faire savoir que nous sommes intimement convaincus de la légitimité des revendications que réclame le peuple, surtout, pour ce qui est de son refus catégorique des élections, à plus forte raison quand ce gouvernement est maintenu. Et non au recyclage du système car tous les Algériens ne veulent plus de cette mafia au pouvoir qui ruiné le pays. En somme et en clair, le

peuple veut le changement de ce système corrompu dans sa totalité » A ce moment précis, les robes noires ont appelé l'assistance à observer une minute de silence à la mémoire de tous les martyrs de la démocratie. Après cela, un avocat venu de la wilaya de M'sila fera une intervention dans laquelle il soutiendra que « notre pays a traversé depuis l'indépendance plusieurs étapes de redressement, et a connu des changements dans les constitutions au gré des circonstances, jusqu'à celle de 2016 qui pourtant garantit les droits et les libertés. Malheureusement, nous constatons que des dépassements continuent de se produire » Deux autres avocats venus de la wilaya de Tizi-Ouzou et de Sétif feront des déclarations dans le même contexte. Plus loin, nous

avons observés un carré d'avocats et d'avocats brandir le portrait de de l'élue APW de la wilaya de Tizi-Ouzou, Samira Messoui, originaire de la wilaya Bouira, détenue à la prison d'El Harrach. A cet effet, les avocats ont été unanimes à demander la libération de tous les détenus d'opinion, notamment ceux originaires de la wilaya de Bouira qui compte au moins 6 détenus. Me Ghania Becheur, chargée de l'administration générale, des relations extérieures, de la formation et de la formation continue au barreau de Bouira nous dira à cet effet « nous réclamons la libération des détenus d'opinion, et le respect des procédures afin d'éviter les arrestations arbitraires contraires à la loi »

TAIB HOCINE

## Comment aider vos salariés à surmonter leurs messages contraignants ?

**S**tress, anxiété, épuisement professionnel, ces maux souvent liés à la vie professionnelle peuvent toucher tout à chacun, de l'entrepreneur au manager en passant par le salarié. Il n'y a rien de pire pour la performance des employés que ces maux du travail. Souvent liées à des causes extérieures/intérieures à l'entreprise, elles peuvent aussi être connectées aux messages contraignants, à des injonctions mentales qui nous viennent de l'enfance et qui nous poussent à adopter tel ou tel comportement. Afin que vos salariés ne connaissent pas ces situations et puissent exprimer toute la mesure de leur talent, il est important d'identifier « ces petites voix », de les comprendre et de les gérer le mieux possible.

De par notre personnalité ou notre éducation, chacun adopte des drivers, également prénommés « petites voix » ou messages contraignants, des types de comportements façonnés dès l'enfance. Ils vont alors influencer notre façon de penser et de se comporter, notamment dans la vie professionnelle. Si ces croyances sont maîtrisées efficacement, elles nous aident à avancer dans divers projets. Dans le cas contraire, elles se transforment en contraintes inconscientes provoquant stress, mauvaises actions et découragement. Comment aider vos salariés à surmonter leurs messages contraignants ?

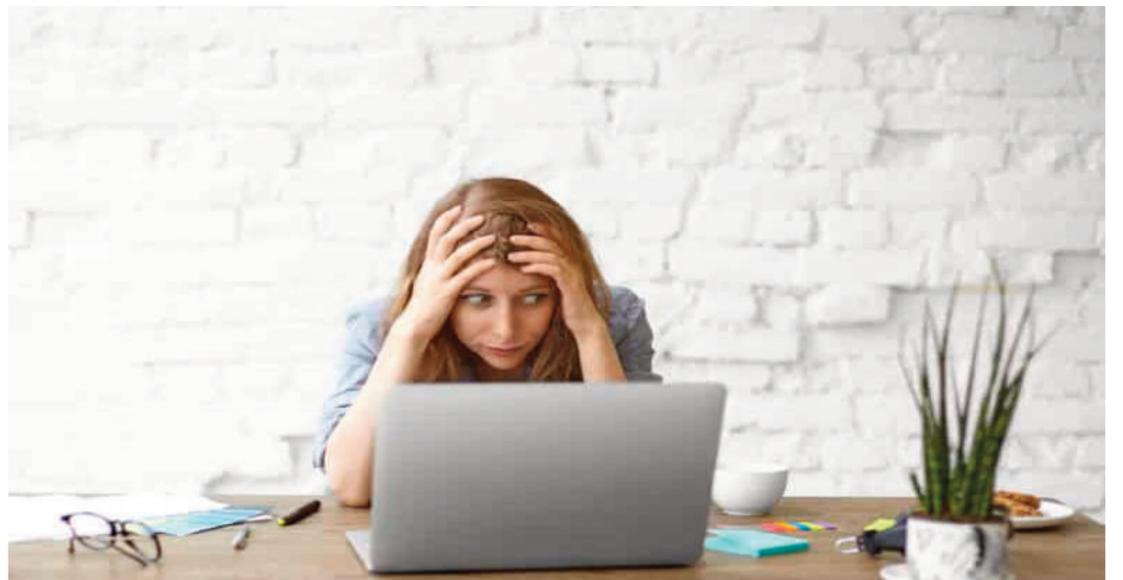
### 1-En quoi consistent les messages contraignants ?

Le concept des drivers a été in-

venté au cours des années 70 et 80 par Taïbi Kahler, psychologue et analyste transactionnel américain, via le modèle PCM (Process Communication Mode, outil de compréhension du fonctionnement des différentes parties de personnalité présentes chez l'humain, ndlr). Il a pu l'élaborer en partenariat avec la NASA, qui souhaitait préparer ses équipes d'astronautes à mieux travailler ensemble. Le psychologue a ainsi identifié cinq messages mentaux : « sois parfait », « fais plaisir », « sois fort », « fais des efforts » et « dépêche-toi ». Il a ensuite démontré que si ces comportements sont utiles pour bien vivre sa vie personnelle et professionnelle, ils risquent de déboucher sur des comportements anxio-gènes s'ils ne sont pas canalisés. À l'aide d'un questionnaire qui repose sur une trentaine de questions, intitulé « test des petites voix », facilement prouvable sur Internet, vous pourrez découvrir les deux principaux messages contraignants de vos salariés. Si elles dépassent un score de 20 points, ces injonctions inconscientes peuvent vite devenir problématiques pour vos collaborateurs et l'entreprise.

### 2-Les avantages et les inconvénients des « petites voix »

\*« Sois parfait » : Ce type de salarié est un bosseur, capable de réaliser de grandes choses. Il ne laissera rien au hasard, sera doué pour planifier, envisager les moindres aspects, les tenants et aboutissants d'une tâche. Sérieux, responsable et autonome, il aura le sens de la mission. Effi-



ce, il fera preuve d'esprit d'équipe avec ses collègues en relisant leur rapport et en les aidant sur leurs projets. Néanmoins poussé à son paroxysme, il pourra s'avérer trop perfectionniste et exigeant envers lui-même et les autres, favorisant son isolement. Il jugera son travail sur ce qui ne va pas, aura peur de faire la moindre erreur et se concentrera sur le moindre détail, avec à la clé, un retard considérable sur ses autres dossiers.

\*« Fais plaisir » : Ce salarié répondra facilement aux sollicitations de son responsable et de ses collègues, sera doté d'une grande flexibilité et d'une personnalité altruiste, prêt à anticiper les besoins de son équipe. D'une nature agréable et attentionnée, il deviendra un élément indispensable pour la bonne ambiance de l'entreprise. Cependant au plus

haut degré, il ne saura pas dire « non » et évitera le conflit par peur de déplaire et d'être rejeté. Submergé par les demandes des autres, il sera incapable de réaliser ses propres tâches, entraînant un sentiment d'insatisfaction et de frustration. \*« Sois fort » : cette personne sera capable de ne pas répercuter son stress sur les autres et de faire face aux situations de crise. Il aura l'ambition de s'attaquer à plusieurs projets en même temps pour se prouver qu'il peut les mener à bien. Pourtant au niveau supérieur, il se montrera méprisant, évitera de montrer ses faiblesses ou ses blessures en dépensant une énergie extrême pour les dissimuler : c'est le candidat idéal au burn out.

\*« Dépêche-toi » : cet employé réalisera un travail efficace, en temps et en heure. Très performant, même dans l'urgence, il

fera avancer les projets et obtiendra des résultats rapidement. Tandis qu'au maximum, il se révélera pressant envers ses collaborateurs pour qu'il s'adapte à son rythme, provoquera du stress dans l'équipe et à force de faire les choses trop vite, fera de nombreuses erreurs.

\*« Fais des efforts » : ce salarié est un travailleur acharné et scrupuleux, déployant une source d'énergie incroyable pour faire aboutir des projets, même dans un contexte difficile. Mais à un point culminant, il pourra facilement provoquer des problèmes et perturber l'entreprise, en rejetant la responsabilité de ses échecs sur les autres. Vite découragé et dispersé sans encouragement, ses tâches seront bâclées et il se fatiguera facilement pour un résultat décevant.

b.m

## Décisions tarifaires



**L**es décisions tarifaires constituent les choix que font les entreprises en déterminant le prix de leurs produits ou services.

La tarification fait partie de la stratégie marketing d'une entreprise, car elle influence sa relation avec les clients. Lorsque les prix sont justes et concurrentiels, les clients reviennent, augmentant ainsi la rentabilité de l'entreprise. Les décisions tarifaires peuvent être simples ou complexes.

\* La tarification simple : consiste à éga-ler le prix des concurrents pour des biens et services similaires. Les détaillants et les grossistes qui vendent des produits de base utilisent fréquemment cette stratégie. Souvent, les entreprises qui prennent des décisions de tarification simples tentent d'augmenter leurs ventes en faisant de petits ajustements concurrentiels: escomptes sur achat, escomptes de volume et remises.

\*La tarification complexe : repose sur l'originalité d'un produit ou d'un ser-

vice et le montant que le client est prêt à payer. On détermine ce type de prix en négociant avec le client. La tarification complexe est courante dans les secteurs de la vente de meubles sur mesure, d'œuvres d'art et de services-conseils.

Que la stratégie de tarification soit simple ou complexe, une entreprise doit:

- Comprendre ses clients et la façon dont le prix influence leurs décisions d'achat
- Savoir ce qu'offrent les concurrents et le prix qu'ils demandent pour leurs produits et services

- S'adapter rapidement aux changements de marchés, de fournisseurs et de clients

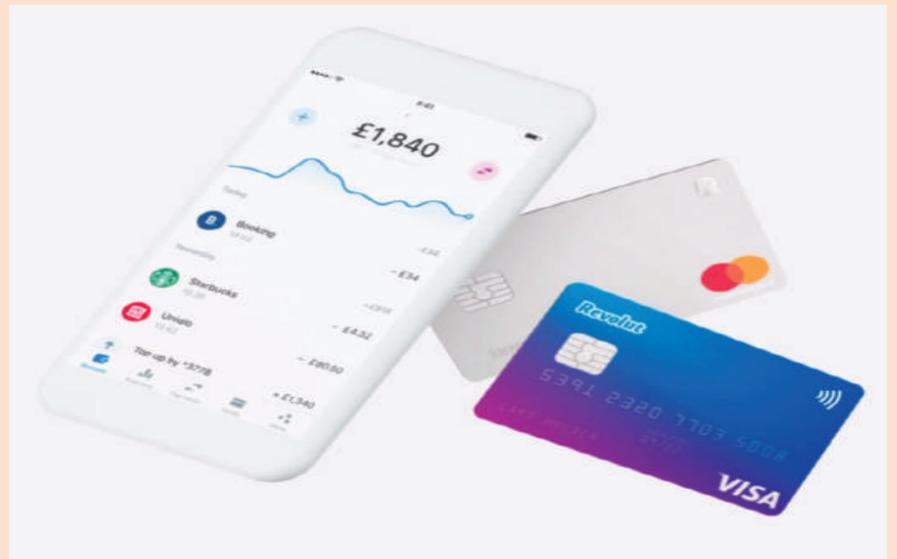
- Aider les clients à comprendre pourquoi elle vend ses produits ou services aux prix indiqués

- Être capable de négocier avec les grossistes, les détaillants et autres fournisseurs et revendeurs

- Surveiller l'incidence des prix sur les ventes.

k.a

## Dépenses prépayées et Dividendes



-Les dépenses prépayées sont les actifs incorporels qu'une entreprise a déjà payés et dont elle s'attend à bénéficier à court terme. Les exemples incluent l'assurance prépayée, le loyer payé d'avance, ainsi que des services juridiques et de sécurité. On classe les dépenses prépayées parmi les actifs courants, car on les utilise, remplace ou convertit en espèces dans un cycle d'exploitation courant (habituellement 12 mois). Comparativement à d'autres actifs courants tels que l'encaisse et les comptes débiteurs, les dépenses prépayées ont une faible liquidité, car elles sont difficiles à convertir en espèces et leur avantage pécuniaire est habituellement retardé. Au besoin, une entreprise peut mettre fin aux contrats prépayés et demander un remboursement pour les montants payés d'avance. Les crédits ainsi reçus sont actualisés selon les modalités contractuelles établies.

-Les entreprises paient des dividendes aux actionnaires pour utiliser leur capital investi. Les dividendes sont versés sur le bénéfice net de la société. Les dividendes permettent aussi de déterminer la valeur des actions d'une société. Ils signalent aux actionnaires que l'entreprise gagne suffisamment pour soutenir la croissance et pour partager une partie des gains avec ses propriétaires. Cela favorise la confiance des actionnaires en l'équipe de direction. Dans une société, le conseil d'administration doit approuver et déclarer les dividendes. On paie les actionnaires en fonction du nombre d'actions qu'ils possèdent. Les bénéfices nets qui ne sont pas versés sous forme de dividendes s'ajoutent au compte des bénéfices non répartis du bilan. On peut les utiliser pour les opérations en cours ou pour les investissements.

k.a

## Qu'est-ce que le marketing de contenu ?

Appelé également *content marketing*, le marketing de contenu fait parler de lui depuis quelques temps déjà, s'imposant comme une discipline de référence dans la sphère du web. Mais qu'est-ce que le marketing de contenu ? Quels en sont les avantages ? A quel niveau s'insère-t-il dans votre stratégie Inbound Marketing ?

### Le marketing de contenu : être pertinent pour attirer des clients

Le marketing de contenu est une stratégie marketing qui consiste pour une entreprise ou une marque à concevoir, produire et diffuser des supports - du contenu - de différentes natures : articles de blog, newsletters, livres blancs, étude de cas, enquêtes, vidéos, infographies, webinars, podcasts... Autant de contenus qui sont diffusés sur les différents points de contacts entre une marque et ses clients, ses leads ou sa communauté. Le blog de l'entreprise et ses comptes social media constituent à ce titre les points de contacts les plus utilisés pour publier de tels supports. L'objectif du content marketing est de générer des leads, de gagner de nouveaux clients et d'engager une communauté en délivrant du contenu intéressant, utile, informatif, attractif, ludique le cas échéant et pertinent. Si le marketing de contenu existait avant l'explosion d'Internet, il est désormais principalement voire exclusivement employé en tant qu'arme du webmarketing. Le content marketing s'intègre par ailleurs dans une stratégie web plus globale qu'est l'inbound marketing. L'inbound marketing consiste à mettre en place une série d'actions visant à faire venir le client vers la marque.

### Les avantages du marketing de contenu

Si 93 % des webmarketeurs B2B utilisent le marketing de contenu comme arme stratégique, c'est en raison des bénéfices qu'offre la discipline :

- \*gain de nouveaux clients et de leads grâce à du contenu engageant et intéressant
- \*meilleur taux de fidélisation clients
- \*augmentation de la notoriété via notamment un bouche-à-oreille positif : les clients deviennent des "ambassadeurs" de la marque en rediffusant le contenu
- \*développement de la visibilité de l'entreprise, amélioration du référencement naturel : Google et les moteurs de recherche attribuent un meilleur page ranking aux sites produisant du contenu varié et mis à jour régulièrement
- \*accroissement du trafic du site web grâce à une meilleure visibilité
- \*process de conversion leads to clients facilité
- \*meilleur engagement des clients et de la communauté
- \*taux de rebond du site web diminué
- \*développement du CA.

### Comment se lancer dans le marketing de contenu ?

Le recours à un prestataire spécialisé en marketing de contenu



s'avère indispensable pour bénéficier de son savoir-faire, de son expérience et de ses ressources. Pour autant, toute entreprise - et ce quelque soit sa taille et son secteur - peut se lancer dans l'aventure. Il s'agit alors de procéder en deux temps : définir une stratégie de contenu et initier les premières actions. Bien délimiter les contours de sa stratégie est fondamental pour tracer une feuille de route claire et bénéficier des avantages du content marketing. Plusieurs aspects sont à aborder :

- \*Les objectifs visés : augmentation du trafic, augmentation de la visibilité, gain de nouveaux clients, génération de leads, dé-

veloppement des ventes...

\*La cible : qui est-elle ? Quel est son profil ? Quelles sont ses attentes en termes d'informations, de type de contenu ?

\*Les points de contacts : sur quel(s) point(s) de contact est-il possible d'atteindre la cible ? Réseaux sociaux (Twitter, Facebook, G+ ?...), blog de l'entreprise ? Email ?...

\*La nature des contenus : articles de blog ? Newsletters ? Vidéos ? Livre blanc ? Webinars ? ...

\*Le planning des publications : quand est-il judicieux de diffuser le contenu ? En d'autres termes, quel est le planning de publication idéal (heures, jour, se-

maine...) pour que la cible ait facilement et rapidement accès au contenu ?

Suite à cette phase, il est possible de passer à la partie conception, production puis diffusion des contenus.

Et pour cela, le support incontournable est le blog de l'entreprise, sur lequel pourront être publiés les articles et les autres supports. Tout comme les plateformes social media : LinkedIn, Twitter, Facebook, Youtube et autre Google+. Le blog et les réseaux sociaux constituent d'ailleurs avec l'email les points de contact privilégiés entre une marque et ses clients/leads.

b.m

## État de l'évolution de la situation financière



L'état de l'évolution de la situation financière (parfois appelé «état du flux de trésorerie») montre le flux net de trésorerie d'une entreprise dans une période donnée. Comme il indique aussi la provenance et la destination des fonds de l'encaisse, on le nomme souvent «état des sources et des utilisations de l'encaisse». L'état de l'évolution de la situation financière examine les trois principales activités commerciales qui garnissent ou utilisent l'encaisse :

- \*Exploitation (incluant les ventes, les stocks, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs)
- \*Placement (incluant l'achat et la vente d'ac-

tifs et d'équipement)

\*Financement (incluant la vente d'actions ordinaires et le remboursement de la dette) On note un montant en dollars sur la déclaration pour chacune de ces trois activités. Leur total combiné constitue le montant net de l'encaisse de l'entreprise pour la période en cours d'évaluation. On ne comprend pas toujours bien l'état de l'évolution de la situation financière, car il peut être difficile de définir une source d'argent et une utilisation de l'encaisse. Voici un exemple d'un état de l'évolution de la situation financière montrant l'allure de l'état ainsi que certaines des dynamiques en jeu.

s.i

## Entrepreneur social



Un entrepreneur social est un chef d'entreprise dont le but est de créer de la valeur à long terme pour la société ou l'environnement. Ceci peut inclure la création d'emplois pour les personnes marginalisées, l'accès à des services essentiels aux personnes qui, autrement, n'y auraient pas accès, ou la vente de produits ou de services qui protègent l'environnement. Les entreprises dirigées par des entrepreneurs sociaux ne sont pas des organismes de bienfaisance. Elles fabriquent ou vendent des produits et services qui génèrent des revenus et des bénéfices. Cependant, ces derniers ne consti-

tuent pas leur seule motivation. Elles sont structurées telles une coopérative commerciale ou une entreprise à vocation sociale. Les entrepreneurs sociaux peuvent demander une certification «B Corp». Pour ce faire, elles doivent répondre à des normes rigoureuses de rendement social et environnemental, de responsabilité et de transparence. L'organisme sans but lucratif B Lab accorde cette certification qui est similaire à la certification du commerce équitable pour le café ou à la certification LEED pour les bâtiments écoénergétiques.

s.i

## Qu'est ce qu'un incendie de forêt ?

### Prévenir et lutter contre les incendies de forêt

En période estivale, le risque d'incendie augmente pour les 17 millions d'hectares de la forêt. Toutes les régions ne présentent cependant pas la même sensibilité : le climat chaud et sec des régions méditerranéenne, corse et landaise en font des zones plus sujettes aux feux. Au niveau national et sur la dernière décennie, on dénombre en moyenne, chaque année, un peu moins de 4 000 feux de forêt pour une superficie de 10 000 ha environ. Les variations inter-annuelles restent cependant fortes.

### Qu'est ce qu'un incendie de forêt ?

On parle d'incendie de forêt lorsque le feu couvre une surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés est détruite. Le terme incendie vaut aussi pour les formations subforestières de plus petites tailles que sont le maquis, la garrigue et les landes. En France, 80% des feux de forêts en moyenne surviennent dans le bassin méditerranéen et le massif landais. Les feux de forêt peuvent avoir une origine naturelle ou humaine. Dans le cas de la responsabilité humaine, la cause peut être intentionnelle, involontaire ou liée aux infrastructures.

### Protéger la forêt : le rôle de la défense des forêts contre l'incendie (DFCI)

La lutte contre les incendies de forêt commence très en amont des départs de feux par une politique volontariste de prévention du risque.

Ainsi, les services du MAA contribuent financièrement à :

- entretenir et développer les équipements de défense des forêts contre les incendies (DFCI) des massifs forestiers (en particulier points d'eau, tours de guet, coupures de combustible, pistes de DFCI),
- participer au diagnostic du danger de feu lié à l'état de dessèchement du couvert végétal,
- assurer des patrouilles de surveillance et de première intervention, grâce notamment à la mobilisation de près d'un millier de forestiers spécialisés des services déconcentrés de l'Etat (DDT(M), de l'Office national des forêts (ONF) et en partenariat avec les forestiers sapeurs de certains conseils départementaux),



• veiller, en lien avec les maires, au respect des mesures de débroussaillage obligatoire autour des habitations et en bordure de certaines infrastructures.

En outre, la constitution d'équipes pluridisciplinaires de recherche des causes de feu associant pour chaque département méditerranéen un sapeur-pompier (SDIS), un forestier (ONF), et un officier de police judiciaire (services de police et de gendarmerie) permet de consolider les actions de réduction des mises à feu d'origine anthropique. Grâce à cette pratique, le nombre d'incendies de forêt a pu être réduit de plus 20% depuis 2003 dans la zone méditerranéenne. Dans le Massif des Landes de Gascogne (Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Dordogne) les propriétaires forestiers se sont organisés pour la DFCI et participent directement à son financement, par une taxe à l'hectare, versée aux associations syndicales autorisées (ASA) de DFCI. Ces structures sont financées, gérées et animées par les propriétaires forestiers eux-mêmes.

Au total, 218 ASA, regroupant 55 000 propriétaires forestiers, quadrillent les 1,25 million d'hectares du massif forestier landais.

Chaque ASA contribue à aménager et à gérer des équipements suivant un carroyage systématique avec des pistes (44 500 km

et leurs fossés (17 000 km), des points d'eau (9 500), des passages à gué, des petits ponts et passages busés (55 000)... L'ensemble est cartographié ou géo-localisé ce qui permet aux pompiers d'intervenir rapidement en tout point : la prévention est la base de l'efficacité des moyens de lutte.

### Un travail permanent...

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation confie à l'Office National des Forêts (ONF) une mission d'intérêt général (MIG) de DFCI. Toute l'année, le service de DFCI de l'ONF, cherche à limiter les risques d'incendie. En effet, dans toutes ses actions de gestion durable des forêts publiques, l'ONF intègre la protection des forêts contre les risques incendie. Cet enjeu passe par des mesures spécifiques de sylviculture et d'équipement intégrés aux documents d'aménagement forestier et par la réalisation de travaux de protection des forêts exposées à ce risque.

Le service ONF de la DFCI est actif en permanence pour prévenir et lutter contre les risques d'incendie. Des équipes d'ouvriers sont chargées, toute l'année, de l'entretien des pistes, des points d'eau et des balisages. En période de risques, des patrouilles de surveillance doivent détecter les départs d'incendie, donner l'alerte, faire les premières interventions sur feux

naissants et orienter les secours. Ils ont aussi un rôle d'information et de sensibilisation auprès du public. En situation de crise, lors des feux de forêt, l'ONF est présent sur les lieux et apporte son concours au commandant des opérations de secours (COS). Après incendie, elle apporte son expertise : appui juridique aux services de l'Etat, travaux d'urgence pour limiter les risques, expertise et études de reconstitutions écologiques et participation aux retours d'expérience.

Sur le pourtour méditerranéen, la délégation à la protection de la forêt méditerranéenne (DPFM) assure notamment un rôle de coordination des actions de prévention pour les 15 départements de la zone de défense sud. Enfin, certains conseils départementaux ont mis en place des équipes de forestiers sapeurs pour mener des actions de prévention et d'intervention sur feux naissants.

### ... et des obligations

La majorité des départs de feux est d'origine anthropique et ils démarrent le plus souvent le long de voies de communication ou depuis des constructions. En diminuant la biomasse combustible à proximité des habitations et des voiries dans les zones particulièrement exposées au risque incendie, l'intensité du feu est moindre, ce qui facilite l'intervention des services de secours. Ainsi, les obligations légales de

débroussaillage (OLD) en protégeant la forêt, protègent aussi les biens et les personnes. Les OLD contribuent activement à la politique de prévention des incendies en favorisant la politique d'extinction des feux naissants.

Le respect des obligations légales de débroussaillage (OLD) revêt un caractère prioritaire.

### Coopératives et opérateurs forestiers privés : une gestion vertueuse

En forêt privée, certaines coopératives forestières travaillent avec les services de DFCI pour créer des pistes forestières, qui servent mutuellement à la lutte incendie et à la gestion des forêts. De plus, les propriétaires forestiers participent à la lutte contre l'incendie de forêt tout en valorisant leur propriété. Comme le rappelle le récent Programme national de la forêt et du bois : « Le développement d'une gestion préventive répondra simultanément à la gestion du risque incendie et à la mobilisation de plus de bois ». En gérant activement leur forêt à travers un document de gestion, ces propriétaires récoltent et valorisent le bois pour la production d'énergie, mettent en valeur les bois d'œuvre de leur forêt, et opèrent en même temps le dégauchement du sous bois, diminuant ainsi considérablement le risque de propagation des incendies.

## INCENDIES DE FORÊT

Le changement climatique et la modification des implantations humaines font peser de nouvelles menaces sur la végétation et les habitants des forêts méditerranéennes. Pour améliorer la connaissance des incendies de forêt et mieux prévenir le risque, les chercheurs d'Irstea travaillent et développent des outils et méthodes pour l'ensemble des acteurs du territoire et anticipent les effets du changement global afin d'améliorer la résilience de la forêt.

### Risque incendie :

### recherche et expertise pour mieux prévenir et gérer durablement les feux de forêt

Chaque année, le risque incendie de forêt est à son maximum de mi-juin à mi-septembre. Ainsi, près de 60 000 feux de forêt sont recensés chaque année en Europe, soit une moyenne de 500 000 ha brûlés par an, principalement dans les pays de la rive nord de la Méditerranée. Sur notre territoire est concernée essentiellement le Sud de la France : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Lan-

guedoc-Roussillon, Drôme, Ardèche et Aquitaine. Le comportement du feu dépend des interactions multiples entre météo, topographie et végétation. Pour atténuer durablement l'intensité, la sévérité et le nombre d'incendies en France, et particulièrement en zone méditerranéenne, une nouvelle approche de la gestion des territoires, de la prévention et même de la lutte s'avère indispensable. Les scientifiques du centre Irstea d'Aix-en-Provence s'y emploient.



## L'EAU : RESSOURCE ET PARTAGE

De l'eau sur la terre, il y en a. Cependant, comme le souligne P. Barthélemy « La Terre est une brune qui se teint en bleu ». Il rappelle ainsi qu'en dépit du bleu qui donne sa couleur à la Terre, la quantité d'eau douce aisément disponible pour la vie terrestre est très faible. Dès lors, comment économiser, préserver et évaluer la ressource pour aujourd'hui et demain ? Un enjeu concret et universel auquel s'attèlent les recherches d'Irstea.

### Campagne nationale de prévention et de sensibilisation contre les incendies de forêt

Un feu de forêt sur deux est la conséquence d'une imprudence. Pour toujours plus de prévention face au risque incendie, de bons gestes et comportements sont à adopter aux abords des forêts. Le ministère de la Transition écologique et solidaire en lien avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation renouvelle sa campagne de prévention contre les feux de forêts.

Les acteurs locaux sont très im-

portants météorologiques (vent, sécheresse, chaleur...) peuvent propager violemment et rapidement ces incendies. La prévention face à ce risque se traduit par des gestes et des comportements responsables et concerne aussi bien les riverains que les touristes.

### Une vigilance tout au long de l'année

Si ces gestes de prévention concernent l'été, qui représente une période à fort risque, la prévention des incendies doit se faire tout au long de l'année, avec notamment :

- le débroussaillage de son habitation : un terrain débroussaillé permet au feu de passer sans provoquer de grands dommages et facilite le travail des sapeurs-pompier ;

- la préparation de sa maison : la conception d'un bâtiment, de par ses aménagements et son entretien, permet de le rendre moins vulnérable à l'incendie (avec des matériaux durables et étanches, le nettoyage des toitures et gouttières, l'éloignement - au moins 10 mètres - des matériaux dangereux et inflamm-



constant.

### Des moyens humains et financiers constants

Depuis 2012 et malgré un contexte budgétaire contraint, le ministère s'est attaché à maintenir constants les moyens humains et financiers dédiés à la prévention des feux de forêt : 11,5 millions d'euros sur la mis-

sont un millier de personnels forestiers qui sont mobilisés (350 auxiliaires de la protection de la forêt méditerranéenne et leur encadrement de l'ONF financés par le ministère, ainsi que 700 forestiers-sapeurs de 7 conseils départementaux), ainsi que 211 associations syndicales autorisées regroupées au sein de l'Association Régionale de Défense des Forêts Contre l'Incendie pour les 4 départements de Landes de Gascogne (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne).

### 8 feux sur 10 éteints avant d'avoir consommé 1 hectare

La politique nationale « d'extinction des feux naissants », portée par le ministère en synergie avec les autres acteurs de la prévention et de la lutte a permis, depuis 7 ans, d'obtenir un taux d'extinction des feux naissants de 80% : 8 sur 10 feux de forêts en moyenne sont éteints avant d'avoir atteint 1 hectare. Cette politique de prévention s'appuie sur une détection précoce des événements suivie d'une intervention rapide. Pour ce faire, des patrouilles de surveillance dites « armées » (2 personnels dans un véhicule 4x4 muni d'une citerne de 600 litres d'eau) sont présentes en période estivale au cœur des massifs.

Chaque jour, une estimation du risque est réalisée à partir d'analyses de Météo-France, de mesures du taux d'humidité des végétaux, etc. et peut conduire à la fermeture de massifs fores-

tiers. En dehors de la saison estivale, les travaux de débroussaillage et les investissements dans les infrastructures de Défense de la forêt contre les incendies (pistes forestières, tours de guet, hydrants...) permettent aux moyens de lutte d'œuvrer par la suite en toute sécurité.

Si la prévention paraît moins médiatisée auprès du grand public que la lutte contre les feux de forêts, elle n'en reste pas moins un facteur essentiel et explique en partie les bons résultats enregistrés ces dernières années.

Mais attention : malgré ces moyens mis en place, les risques d'incendies demeurent importants et la plus grande vigilance doit rester de mise. Rappelons que 90% des incendies sont d'origine anthropique, c'est-à-dire du fait de l'homme.

Une campagne interministérielle pour prévenir les feux de forêt feu de forêt sur deux est la conséquence d'une imprudence. Pour toujours plus de prévention face au risque incendie, de bons gestes et comportements sont à adopter aux abords des forêts. Le ministère de la Transition écologique et solidaire en lien avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation renouvelle sa campagne de prévention contre les feux de forêts.

Cette campagne nationale, ciblée sur les territoires les plus exposés du sud de la France, est déployée dans la presse quotidienne régionale pour la 2e année, de juin à mi-août, ainsi que sur les réseaux sociaux



pliqués et mènent des actions de prévention récurrentes. Mais certains comportements méritent encore d'être diffusés. C'est pourquoi, le ministère de la Transition écologique et solidaire, en lien avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, lance début juin 2019 une campagne nationale de sensibilisation et de prévention du risque incendie. Le but de cette campagne est de diffuser les conseils à suivre face au risque incendie de forêt, tant pour veiller à ne pas être la cause d'un départ de feu que pour s'en protéger.

Un barbecue, un feu de camp, une cigarette jetée par la fenêtre de la voiture : tous ces comportements peuvent entraîner des départs de feu. Aujourd'hui, 80% des incendies se déclenchent à moins de 50 mètres des habitations. Et c'est bien près des habitations que la vigilance doit être la plus accrue. Actuellement, 32 départements sont particulièrement exposés aux feux de forêt, des zones où les condi-

bles).

### En zone méditerranéenne, les surfaces incendiées diminuent grâce aux mesures de prévention

Le 1er août 2019, pour la région méditerranéenne, le bilan des feux de forêt s'élève à environ 4 500 hectares. S'il reste important, ce chiffre est très inférieur aux moyennes enregistrées depuis 1973 à la même date (9 100 ha) et est proche de la moyenne des dix dernières années (3 700 ha). Malgré les épisodes d'incendie cet été, notamment dus à la canicule et au déficit hydrique qui ont rendu la végétation herbacée sèche et particulièrement inflammable, ce bilan montre l'efficacité des moyens mis en œuvre depuis des années par le ministère de l'agriculture pour prévenir les feux de forêt.

Depuis les années 1990 (exception pour 2003, année de forte canicule), la tendance à la baisse des surfaces incendiées apparaît durable, pour un nombre de départ de feu relativement

faible. Cette baisse est une question d'intérêt général confiée à l'Office national des forêts (ONF) et 12 millions d'euros pour l'équipement et la surveillance des massifs.

En zone méditerranéenne, ce



## Irak : la contestation se poursuit malgré le couvre-feu, le bilan humain s'alourdit

**L'**Irak s'embrase. Plus de 70 personnes ont trouvé la mort dans le pays depuis le 1er octobre, début des manifestations contre le gouvernement d'Adel Abdel-Mahdi nommé il y a un an. Les mouvements de contestation qui traversent plusieurs grandes villes du pays, dont la capitale Bagdad, ont été dispersés par les forces de sécurité à l'aide de tirs à balles réelles, de gaz lacrymogène et de canons à eau. On dénombre également plus de 600 blessés, selon les autorités citées par Reuters. Si les manifestations d'une telle ampleur ne sont pas rares en Irak – une importante mobilisation avait eu lieu dans la ville de Bassora en 2018 –, ce mouvement reste jusqu'ici inédit dans le pays, de par son caractère spontané. Aucun parti ou leader politique ou religieux ne s'est déclaré à son origine. Mais quelles sont les raisons d'une colère qui semble s'enraciner de jour en jour ? Décryptage avec Karim Pakzad, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), spécialiste de la région.

### Pourquoi les manifestants descendent-ils dans la rue depuis mardi ?

L'Irak est ravagé par trois fléaux depuis l'invasion des États-Unis dans le pays en 2003. On observe d'abord une explosion du chômage. Un jeune sur quatre est aujourd'hui sans emploi. Ce sont eux qui composent aujourd'hui

la majorité des manifestants. Autre constat, les guerres successives qui ont traversé le pays ont détruit les rues, les transports, les centres de production d'électricité et de traitement d'eau. L'ensemble du service public est défaillant. Pour rappel, depuis 2003, l'Irak n'est pas capable de produire et de fournir de l'électricité pour l'ensemble du pays. Il achète une partie de sa consommation d'électricité en Iran. Enfin, les manifestants réclament la fin de la corruption des élites.

### Comment cette corruption se traduit-elle ?

Elle est endémique au pays. Il faut savoir que la guerre contre le groupe État islamique jusqu'en 2017 n'a pas été menée uniquement par l'armée irakienne, elle a été secondée par différentes milices chiïtes. Or, ces milices ont aujourd'hui besoin de financement. Toute cette structure de guerre domine en Irak depuis des années et engendre de la corruption.

La première mesure prise par les Américains lors de leur arrivée sur le territoire a été de dissoudre l'armée irakienne. Puis, quand les revenus pétroliers ont commencé à revenir, le gouvernement a investi la majorité de cet argent dans la reformation de l'armée, et non dans la reconstruction des villes et des services publics pour la population.

Le pays a toujours été marqué par des vagues de violences plus

ou moins importantes contre le pouvoir. En quoi cette manifestation se distingue-t-elle des autres ?

Certaines manifestations ont effectivement marqué le pays, comme à l'été 2018. Ces mobilisations étaient d'ailleurs plus importantes en termes de chiffres, mais moins violentes. Car il y avait une coalition de partis politiques et des organisations de la société civile derrière ces cortèges.

Aujourd'hui, il n'y a aucun parti derrière. Les manifestations se démarquent par leur caractère spontané. Elle peuvent donc être potentiellement plus dangereuses. On pourrait faire un parallèle avec la France : à Paris, de grandes manifestations menées par des syndicats ou des associations se déroulent dans le calme. Alors que d'un autre côté, on a vu des débordements importants lors de rassemblements organisés depuis les réseaux sociaux par les Gilets jaunes. En Irak, des individus ont même pénétré dans la Zone verte [enclave où siègent les plus hautes institutions irakiennes à Bagdad, NDLR]. Une façon d'empêcher que ces mobilisations prennent de l'ampleur est alors de couper Internet, ce qui se passe aujourd'hui sur 75 % du territoire.

### Cette colère inquiète-t-elle le pouvoir ?

Le gouvernement semble prendre cette contestation au sérieux. Le Premier ministre, Adel Abdel-



Mahdi, a tenté d'éteindre l'incendie en promettant de répondre aux revendications sociales des manifestants, même s'il a reconnu ne pas avoir de "solution magique" face aux demandes du mouvement.

Enfin, la colère de la rue bénéficie d'un soutien de poids : celui du plus haut dignitaire chiïte du pays, le grand ayatollah Ali al-Sistani, pour qui le gouvernement n'a pas répondu aux demandes légitimes du peuple.

### Peut-on y voir le début d'un "printemps irakien" ?

On ne peut pas parler d'un

"printemps irakien" car la contestation ne vise pas le gouvernement. Il n'y a pas de revendication politique. Souvenez-vous en 2011 en Tunisie, le mot d'ordre adressé à Ben Ali dans les cortèges était "Dégage !". Les Tunisiens souhaitent renverser le régime. Il n'est pas question de cela aujourd'hui en Irak. De plus, la plupart des manifestants sont issus de la communauté chiïte, tout comme le gouvernement. Il s'agit d'un mouvement populaire mené par une jeunesse profondément inquiète pour son avenir.

## Hong Kong : violences après la loi anti-masque, fermeture du métro

**L**es transports publics de Hong Kong, y compris la ligne ferroviaire qui dessert l'aéroport international, ont été suspendus samedi suite aux affrontements survenus la veille en raison de l'interdiction du port du masque durant les manifestations.

Tout le réseau du métro de Hong Kong était à l'arrêt, samedi 5 octobre, et des dizaines de commerces fermés après une nuit de violences, entre manifestants pro-démocratie et policiers, suite à l'interdiction par le gouvernement du port du masque pendant les manifestations.

Les heurts ont éclaté dans la soirée, la police faisant usage de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui ont envahi des rues et dont certains ont allumé des feux, mais aussi vandalisé des stations de métro et des établissements commerciaux chinois.

La cheffe de l'exécutif local Carrie Lam a condamné, samedi, ces actions violentes. "Les actes extrêmes commis par les émeutiers sont à l'origine d'une nuit très sombre pour Hong Kong et la société hongkongaise est à moitié paralysée aujourd'hui", "tout le monde est très inquiet voire même effrayé", a déclaré Carrie Lam dans un message vidéo. "C'est la raison pour laquelle nous avons dû déclarer l'état d'urgence hier [vendredi] pour introduire la loi anti-masque", a-t-elle ajouté.

Sitôt l'interdiction du port du masque rendue publique, des actions de protestation ont commencé contre l'activation des lois d'urgence datant de l'époque coloniale britannique un peu partout à Hong Kong, tandis que fleurissaient sur les réseaux sociaux les appels à manifester les trois prochains jours.

### 787 personnes parlent à ce sujet

De vastes foules, constituées pour l'essentiel d'employés de bureaux, ont bloqué des artères dans le cœur même du quartier des affaires, certains déchirant des bannières à la gloire de la Chine.

Dans l'arrondissement de Yuen Long, un policier a ouvert le feu lorsque sa voiture a été en-

cerclée par la foule et qu'un cocktail Molotov a explosé à ses pieds, d'après des témoins de la scène.

"Une foule importante d'émeutiers a attaqué un policier en civil. Il est tombé au sol, puis a été battu par de nombreuses personnes. Dans ces circonstances de danger pour sa vie, le policier a tiré cinq balles pour sa sécurité", a déclaré la police dans un communiqué.

Dans le même quartier, un garçon de 14 ans a été blessé par balle, a rapporté le quotidien South China Morning Post citant une source médicale, sans pouvoir faire de lien entre les deux événements.

### Nouvelles manifestations attendues

De son côté, l'opérateur ferroviaire hongkongais MTR a annoncé que tous les services de transports, y compris la liaison qui mène à l'aéroport, seraient suspendus samedi en raison d'actes malveillants de vandalisme.

MTR a déclaré qu'il condamnait fermement les actes illégaux et irresponsables des manifestants qui ont attaqué des employés et vandalisé des installations ferroviaires.

Certains centres commerciaux et supermarchés sont fermés tout comme de nombreuses banques chinoises, cibles de violences vendredi soir.

De nouvelles manifestations sont attendues dans la journée et la police a appelé la population à rester vigilante.

Hong Kong traverse depuis juin sa pire crise politique depuis sa rétrocession à Pékin en 1997, avec des actions quasi quotidiennes et des confrontations de plus en plus violentes entre forces de l'ordre et protestataires masqués.

Pour ne pas être identifiés et éviter les poursuites judiciaires, les manifestants défilent depuis juin le visage masqué. Certains portent aussi des casques, des lunettes de protection ou des masques à gaz afin de se protéger du gaz lacrymogène et des projectiles tirés par la police.

## Les Équatoriens vent debout contre la hausse du prix du carburant



**P**lusieurs villes en Équateur sont le théâtre de violentes manifestations depuis l'annonce, jeudi, d'une hausse du prix du carburant. Il s'agit du plus grand mouvement social depuis 12 ans, dans un pays où la rue a déjà évincé trois présidents. Comme pour le mouvement des Gilets jaunes en France, la hausse annoncée du prix du carburant a déclenché un vaste mouvement de protestation, inédit depuis 2007, à travers l'Équateur. Depuis jeudi 3 octobre, jusqu'à 291 rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, dont Quito et Guayaquil. Les routes et les transports publics ont été bloqués, des barricades ont été érigées et des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté.

Depuis la levée de subventions sur le diesel et l'essence, le pays est paralysé par de violentes manifestations. Aux grèves décidées dans un premier temps par le secteur des transporteurs, se sont joints des étudiants et des membres des communautés indigènes. Le ministère de l'Intérieur a annoncé la détention de quelque 350 personnes et des leaders de la

contestation, comme le président de la Fédération nationale des taxis. Malgré l'annonce faite vendredi soir par les transporteurs de la suspension de leur grève, le mouvement doit se poursuivre, notamment à l'appel de la Confédération indigène.

"Afin d'assurer la sécurité des citoyens et d'éviter le chaos, j'ai décrété l'état d'urgence au niveau national", a déclaré le président Lenin Moreno dès jeudi. Cet état d'exception, applicable pour une durée de 60 jours, permet de limiter ou de suspendre le droit de circulation, de fermer les frontières et d'imposer une censure à la presse.

Il autorise également la mobilisation de l'armée pour rétablir l'ordre : 29 000 militaires ont ainsi été déployés. Le ministère de l'Intérieur a dénombré parmi les blessés 21 policiers et 14 civils.

L'ONU et la Commission inter-américaine des droits humains (CIDH) se sont montrés inquiets "par l'usage excessif de la force mis en évidence par les images de répression des manifestations (...), par la situation de centaines de détenus et par l'agression d'une vingtaine de journalistes".

## NC Magra – MC Alger : Le Doyen pour la passe de quatre

Pas de répit pour le Mouloudia d'Alger qui enchaîne les rencontres. Rentrés à Alger mercredi en début d'après-midi, après un long périple à Oman où ils ont arraché difficilement, lundi soir, leur ticket pour les 8es de finale de la Coupe arabe des clubs, les Mouloudiens enchaînent avec un déplacement à Sétif pour affronter le NC Magra, en match comptant pour la 7e journée de championnat.

Faisant face au refus de la LFP de décaler cette rencontre, les Algérois, après une seule journée de repos, ont pris hier la route pour Sétif en prévision de ce match face au NC Magra.

Le MCA, qui partage le fauteuil de leader avec le CR Belouizdad, vise ainsi une quatrième victoire de suite, pour conforter sa première place et même prendre le

large en tête, en attendant le reste de la 7e journée programmée demain (dimanche), sans oublier le fait que le club algérois compte deux joutes de retard à disputer lors des prochains jours.

Avec une série de trois succès de suite en championnat, et de surcroît en déplacement, la bande à Casoni ne cache pas ses ambitions de rester sur cette dynamique et d'enchaîner avec une quatrième victoire de suite en déplacement.

D'autant plus que son adversaire du jour, le NC Magra, est à la peine depuis quelques semaines, lui qui reste sur une série peu enviable de trois matchs sans victoire, dont deux défaites, une mauvaise passe que les Algérois veulent exploiter pour réaliser la passe de quatre, bien que la méfiance reste de mise face à un ad-

versaire qui veut se ressaisir.

Une rencontre pour laquelle le coach, Bernard Casoni, devra faire tourner son effectif, pour permettre à quelques éléments de se reposer, surtout que ce sera là le 3e match que le MCA disputera en l'espace d'une semaine, dont un disputé à Oman. A cet effet, Bernard Casoni, qui a annoncé à partir d'Oman qu'il y aura des changements, compte faire reposer le trio Derrardja-Brahimi-Hachoud. Pour les remplacer, Casoni fera appel aux latéraux Allati et Lamara, et Benaldjia en attaque.

en 8e de finale, cet après-midi (14h), à l'issue du tirage au sort qui sera effectué à l'hôtel Firmonde, dans la capitale saoudienne Riyad.

Les 16 qualifiés à l'issue des matchs du premier tour de la compétition, qui se sont achevés



jeudi dernier, sont : le MCA, Forces aériennes et Al Shorta (Irak), Al Shabab Al Ordonie (Jordanie), Al Muharraq Club (Bahreïn), Al Wasl et Al Jazira (EAU), Ittihad FC et Al Shabab (Arabie Saoudite), Al Ismaily et

Al Ittihad d'Alexandrie (Egypte), OC Safi, RAJA de Casablanca et le Wydad de Casablanca (Maroc), l'ES Tunis (Tunisie), FC Nouadhibou (Mauritanie).

## USM Bel Abbès : Décès de Bouayad et Figuigui

C'est avec grande stupeur et tristesse que la famille Belabbessienne a appris, hier, le décès de deux person-

nalités sportives des plus dévouées. Il s'agit de l'ex-arbitre fédéral Bouayad Tewfik, sexagénaire qui est décédé après une brève mala-

die. Bouayad était très connu des stades du pays dans les années 1970.

Le regretté est issu d'une famille

de sportifs, dont le défunt père, Boumediene connu par «Diden» fut aussi un grand chevalier de sifflet. Quant au second, Figuigui

Zouaoui, c'était un grand militant bénévole des sports aéronautiques, assumant la mission de président de l'Aéroclub de Sidi Bel Abbès.

## Voile / Championnat d'Afrique: la FAV veut qualifier quatre athlètes aux JO-2020

La sélection algérienne de voile prend part au Championnat d'Afrique, prévu du 7 au 12 octobre à l'Ecole nationale des activités aquatiques et subaquatiques d'Alger-plage (Alger), avec l'objectif de qualifier quatre athlètes aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, a indiqué Hassan Djilali, président de la Fédération algérienne de voile (FAV).

"On s'attend à une rude concurrence de la part des athlètes représentant l'Egypte, la Tunisie et les Seychelles, mais notre objectif

sera de qualifier quatre véliplan-chistes aux JO-2020", a confié à l'APS Hassan Djilali.

L'Algérie accueille pour la deuxième fois consécutive, le Championnat d'Afrique qualificatif aux Jeux olympiques, après avoir organisé auparavant le rendez-vous qualificatif aux Jeux de Rio en 2016.

"Nous avons préparé le rendez-vous africain d'Alger en prenant part à des stages à l'intérieur du pays ainsi qu'à l'étranger et Dieu merci, nous n'avons rencontré aucun problème en matière de

préparation des athlètes et l'achat de matériel pour entamer la compétition", a-t-il ajouté.

L'Algérie participe à ce rendez-vous africain avec 17 athlètes dont huit filles, conduits par quatre entraîneurs. Au total, la compétition regroupera une cinquantaine de concurrents (garçons et filles) de neuf pays : Algérie (organisateur), Maroc, Tunisie, Egypte, Seychelles, Maurice, Tanzanie, Mozambique et Angola.

La sélection algérienne RSX a pris part à plusieurs stages sous

la conduite de l'expert français Grégoire Masson qui est également chargé de l'équipe de France. Ella a aussi participé à deux compétitions internationales en Espagne et en France les mois de mai et juin, sans oublier le stage organisé fin avril et début mai en Espagne, sous la conduite d'un expert néerlandais.

Dans l'épreuve Laser, la sélection algérienne s'est préparée pendant quatre mois à Alger sous la conduite du technicien italien Alessandro Franzi, qui était

chargé des sélections d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne.

Au Laser, 23 athlètes seront engagés (10 au Radial et 13 au Standard). En RSX, par contre, 27 concurrents dont 12 filles y sont attendus.

La compétition africaine concerne les épreuves de planches à voile (RSX garçons et filles) et embarcations de voile "Laser" (Radial filles et Standard garçons), communément appelées "Série olympique".

## JSMB – USMAN : Premier test pour Bouakaz

La JSM Béjaïa tentera cet après-midi de profiter de la réception de la formation de l'USM Annaba, un autre mal classé, pour décrocher son premier succès de la saison et dépasser son adversaire au classement général et amorcer le dé-

clat tant attendu.

En effet, après cinq matches sans le moindre succès dont trois défaites, les Béjaïouis n'auront pas le droit à l'erreur s'ils veulent quitter la zone des relégables et ne pas se compliquer la tâche.

Le coach tunisien, Moez Bouakaz, dont c'est le premier match sur le banc de touche depuis son retour à la barre technique, a déjà procédé aux réglages nécessaires tout en insistant sur une bonne réaction. Il veut marquer son retour.

Il dira à l'occasion : «Nous allons affronter une équipe de l'USM Annaba qui se déplacera à Béjaïa avec l'unique objectif de réussir le meilleur résultat possible. De notre côté, on vise la victoire pour amorcer un nouveau départ et rattraper

le retard que nous accusons par rapport aux équipes du haut du tableau.»

La direction du club a décidé de motiver les joueurs en leur versant un mois de salaire, cependant l'effectif sera amoindri par l'absence de Niati (suspendu).

## JM Oran-2021 : "prochaine" installation des présidents des commissions du COJM

Les présidents des différentes commissions relevant du Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM), prévus à Oran en 2021, seront installés "dans les prochains jours", a-t-on appris samedi auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

La cérémonie d'installation des présidents en question devrait être rehaussée par la présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, a précisé la même source.

Pour l'instant, la liste définitive des présidents des commissions n'a pas été encore arrêtée, après que le ministre a reçu plusieurs propositions dans ce registre, poursuit-on encore.

Il faut dire qu'avant l'annonce de ladite liste, la polémique enfle dans les milieux sportifs oranais où l'on déplore notamment le fait que les présidents des mêmes commissions, désignés il y a déjà plusieurs mois par l'ex-wali d'Oran,

Mouloud Cherifi, ne soient pas reconnus par le ministère de la tutelle.

Mais du côté du MJS, l'on insiste à dire qu'il s'agit là des prérogatives du premier responsable du secteur qui va du reste trancher "très prochainement" sur la composante des présidents des différentes commissions, appelés à intégrer le COJM avant moins de deux années de la 19e édition des JM.

A souligner à ce propos qu'en juillet dernier, un autre changement était intervenu à la tête du COJM avec la désignation de l'ancien champion algérien de natation, Salim Ilès, au poste de directeur général des JM à la place de Mohamed El Morro, qui avait occupé ce poste pendant près d'une année.

Les prochains JM que l'Algérie abritera pour la deuxième fois de son histoire après avoir organisé l'édition de 1975, auront lieu du 25 juin au 5 juillet 2021, rappelle-t-on.

## Tournoi ITF/CAT Batiche-Saïfi: l'Algérien Ali Moussa sacré en double

L'Algérien Aymen Ali Moussa et son coéquipier le Marocain Mouad Naoui, ont dominé vendredi le tableau double garçons, du tournoi international ITF/CAT juniors "Batiche Saïfi", organisé au Tennis club de Sidi Fredj (Alger), en s'imposant en finale contre les Polonais Maciej Kos et Borys Zgola, au super tie-break.

Ali Moussa et Naoui ont remporté le premier set (6-2), avant de perdre au second 6-7. Au super tie-break, l'Algérien et le Marocain se sont imposés 10-7.

Un second titre pour l'Algérie, après le sacre un plus tôt dans la journée d'Ines Bekrar et la Tunisienne Ghaida Jeribi en double filles devant la paire marocaine composée de Aya El Aouni et Manal Ennaciiri 3-6, 6-1 (10-8).

L'Algérienne est toujours en course en simple, où elle affrontera, samedi à 10h00 en finale, la Tunisienne Wiam Boubaker. L'Algérie a engagé une dizaine d'athlètes entre les qualifications et les tableaux finaux, officiés par le juge-arbitre algérien Abderrahmane Chérifa, titulaire d'un

"White badge". Walid Sahli étant le directeur du tournoi.

La compétition est dédiée à la mémoire du défunt Batiche Saïfi, ancien joueur et entraîneur de l'équipe nationale, qui fut également capitaine de Coupe Davis, décédé le 27 septembre 2014.

A.E.Z



## Formule 1 : Alesi analyse les tensions entre Leclerc et Vettel !

Selon Jean Alesi, les tensions chez Ferrari sont dues au fait que Sebastian Vettel ne peut pas imposer sa domination avec Charles Leclerc, comme il a pu le faire pas le passer. On semble atteindre un point de non-retour au sein de chez Ferrari. Si la victoire est de retour depuis maintenant quelques Grands Prix, la situation est très tendue entre les deux pilotes, Sebastian Vettel et Charles Leclerc, qui ne parviendraient plus à se supporter. En effet, considéré

comme le futur de la Formule 1, le Monégasque souhaiterait être placé sur le devant de la scène alors que l'Allemand refuserait d'être cantonné au rôle de deuxième pilote, mettant en avant son expérience et son statut en tant que pilote F1.

### Leclerc incompatible avec les habitudes de Vettel ?

Interrogé sur le sujet, Jean Alesi estime que le problème vient du fait que Charles Leclerc cherche

à s'imposer devant Sebastian Vettel, qui a, lui, toujours été dominant au sein des différentes écuries : « Vettel, qui est quadruple champion du monde, s'était habitué à un petit rythme avec Kimi [Raikkonen]. Il savait comment le battre et lui mettre éventuellement un peu le pied sur la tête. Avec Charles ça ne marche pas comme ça. Du coup, du sang neuf, de la performance : ça tire vers le haut [chez Ferrari]. » Via F1 Only.



## PSG : Herrera envoie un message poignant à Tuchel !

Ander Herrera titularisé ce samedi en défense face au SCO d'Angers, en lieu et place d'un Marquinhos malade, semble prêt à tout pour s'imposer au PSG. La priorité de Leonardo lors de son retour était de régler le problème au milieu de terrain au Paris Saint-Germain. La saison dernière, notamment avec Adrien Rabiot qui a été mis au placard, Thomas Tuchel faisait face à une pénurie dans l'entrejeu. Le directeur sportif lui a fait un joli cadeau avec Ander Herrera, qui est arrivé à Paris sans indemnité de transfert, puisque son contrat avec Manchester

United se terminait en juin dernier. « Je suis ici pour faire ce que le coach me demande »

Aligné en défense centrale ce samedi face au SCO d'Angers sur la pelouse du Parc des Princes, Ander Herrera a assuré être prêt à se mettre au service de l'équipe, mais surtout de Thomas Tuchel. « Je suis ici pour aider, pour m'adapter et faire ce que le coach me demande » a expliqué le milieu du Paris Saint-Germain, au micro de Canal+. « Je suis ici pour ça, pour aider mon équipe et je suis heureux de ce que j'ai pu faire jusqu'à maintenant ».

## Real Madrid : Zidane aurait un atout de taille pour attirer Pogba !

La crise sportive connue par Manchester United depuis plusieurs semaines pourrait aider Zinedine Zidane à convaincre Paul Pogba. Depuis maintenant plusieurs mercatos, Paul Pogba est la priorité de Zinedine Zidane. Depuis l'arrivée de l'entraîneur français sur le banc du Real Madrid en 2016, les rumeurs envoyant l'actuel milieu de Manchester United vers le club merengue se sont multipliées. Et avec le début de saison connu compliqué, Zidane ne serait pas contre le fait de voir Pogba arrivé à Madrid dès le mercato hivernal. Et un argument de poids pour venir aider le technicien français.

### Les problèmes internes à Manchester pourraient pousser Pogba à partir

En effet, d'après les informations de OK Diario, les problèmes sportifs connus par le club anglais pourraient pousser Paul Pogba à demander son transfert. En effet, les dirigeants de Manchester United auraient promis au milieu français un projet ambitieux l'été dernier, or les Red Devils enchaînent les contre-performances, pointant à la 10ème place du championnat à déjà 12 points du leader, Liverpool. Une situation compliquée dont pourrait profiter Zinedine Zidane afin de donner un coup de boost au milieu du Real Madrid.

## Real Madrid : Zidane reste ferme pour Eriksen !



Considéré comme une piste chaude du Real Madrid, Christian Eriksen pourrait ne jamais atterrir dans la capitale espagnole à cause de Zinedine Zidane.

Si le dossier Paul Pogba a animé le mercato estival du Real Madrid, mais Zinedine Zidane s'est néanmoins cassé les dents sur cette piste. Les dirigeants de Manchester United ont clairement fermé la porte à un possible départ de l'international français. Pas de quoi donner des sueurs froides à Florentino Pérez. Le président merengue aurait ainsi activé la piste menant à Christian Eriksen, libre de tout engagement avec Tottenham en juin prochain. Le Danois pourrait donc atterrir au Real dès cet hiver ou au terme

de la saison. Mais les volontés de l'homme d'affaires espagnol ne seraient du goût de Zidane.

### Zidane ne veut pas de Christian Eriksen

El Desmarque apporte quelques précisions sur les velléités de Zinedine Zidane concernant Christian Eriksen. De l'autre côté des Pyrénées, on explique que l'entraîneur du Real Madrid n'aurait aucune envie d'accueillir le N°23 de Tottenham. En effet, le technicien tricolore a toujours donné sa préférence à Paul Pogba. Pourtant face aux réticences de Manchester United, Florentino Pérez pourrait activer sur le prochain milieu de terrain du club sans l'avis de son entraîneur.

## Real Madrid : Nouvelle offensive à venir pour un international portugais ?



En difficulté depuis le début de saison, le Real Madrid pourrait réactiver la piste Bruno Fernandes dès le prochain mercato hivernal.

La situation n'est pas au beau fixe au Real Madrid. Si le club occupe la première place du championnat actuellement, c'est pourtant l'un des pires débuts de saison de la Casa Blanca au 21ème siècle. Et la nouvelle contre-performance ce mardi en Ligue des Champions face à Bruges semble confirmer les difficultés des hommes de Zinedine Zidane à dominer les matchs depuis maintenant plusieurs semaines. Le club merengue pourrait alors être tenté de se renforcer dès le prochain mercato hivernal.

### Une offensive prévue dès cet hiver pour Bruno Fernandes ?

En effet, A Bola confirme les informations avancées par OK Diario il y a quelques jours. Le média portugais assure que face aux difficultés connues par le club, les dirigeants du Real Madrid pourraient réactiver le dossier Bruno Fernandes. A Bola avance que le club merengue souhaiterait trouver un accord avec le Sporting afin de garantir le transfert de Fernandes pour le mercato estival de 2020 mais que la venue du milieu portugais à Madrid pourrait se faire dès le mercato hivernal, selon l'avancement de la saison d'ici-là.

## NBA : Giannis Antetokounmpo s'exprime sur son nouveau statut !

Véritable leader des Bucks, notamment depuis la saison dernière, Giannis Antetokounmpo a déclaré avoir conscience de ce que représente ce nouveau rôle et s'est dit prêt à emmener son équipe le plus loin possible.

Du haut de ses 24 ans, Giannis Antetokounmpo fait déjà partie du top 5 des joueurs actuels en NBA. Joueur phare des

Bucks depuis maintenant quatre saisons, le Grec s'est véritablement imposé comme le leader de cette équipe, qui est l'une des prétendantes au titre, depuis la saison dernière. Un statut qui devrait encore évoluer pour lui lors de cette saison après son titre de MVP 2019. Et Giannis semble conscient de ce que cela implique.

### « Je donnerais tout ce

### que j'ai »

Lors de son entretien accordé à Basket Session, Giannis Antetokounmpo s'est confié sur son statut de leader et sur ce qu'il doit faire pour emmener l'équipe avec lui : « Il faut être plus vocal. Montrer l'exemple. Accepter les critiques faites par votre coach, par vos coéquipiers, et être d'accord avec ce processus. C'est ce que fait un vrai leader. Mon équipe

me connaît, ils me font confiance. Je donnerais tout ce que j'ai, mon corps et le reste, pour cette équipe. Et en faisant cela, tout se passera comme prévu. En vieillissant, tu deviens plus vocal – c'est plus facile de parler à ses coéquipiers, de parler à son coach, et de leur dire ce que tu penses, ta vision du jeu, ce que tu penses qui doit être fait. Je pense avoir été capable d'évo-

luer à ce sujet chaque année de ma carrière. Et je pense que je continuerais à évoluer, tout d'abord par ce que je pense qu'en allant en Finals de Conférence Est, en gagnant 60 matchs, en jouant pour un grand coach, Mike Budenholzer, tu gagnes énormément en expérience, et j'espère pouvoir utiliser cette expérience et en faire profiter mon équipe. »

## CHU de Tizi-Ouzou : l'exigüité et l'inadéquation de services mis en cause dans le phénomène de violence

Le centre hospitalo-universitaire Nedir Mohamed tend à ne plus répondre aux normes pour offrir aux citoyens un service public de qualité en raison de l'exigüité de certains de ses services notamment ceux de urgences, faisant que malades et praticiens se retrouvent dans une situation de pression qui parfois bascule vers la violence, selon des avis recueillis par l'APS auprès d'acteurs intervenants dans le secteur.

Construit il y a plus de 40 ans, à la périphérie du centre urbain, cet établissement ne répond plus aux normes, surtout en matière d'implantation, puisque avec l'extension du tissu urbain, il s'est retrouvé en plein cœur de la ville et sur un axe très fréquenté avec des embouteillages énormes compliquant l'évacuation des malades ce qui rajoute de la pression à leur parents, s'accorde-t-on à dire.

Les services aussi sont dépassés, comme c'est le cas des urgences ou patients et personnel soignant se plaignent de l'exigüité des lieux qui, non seulement n'assurent pas au patient l'intimité nécessaire, mais rend la pratique de l'acte de soin difficile dans un service des plus sensibles et où la pression est à son comble. Cette "promiscuité" risque à tout instant de dégénérer en colère et en acte de violence, selon les mêmes avis.

Concernant ce problème d'exigüité, et en espérant le dégel du projet d'un nouveau CHU inscrit au profit de la wilaya, la direction générale du CHU a prévu de relancer "incessamment" les travaux de construction d'un nouveau pavillon des urgences en R+6, structuré et pluridisciplinaire qui répond aux normes à l'intérieur de l'établissement, a-t-on appris du directeur général du CHU, Yazid Mouzaoui.

En plus de ces dysfonctionnements liés à la structure elle



même, les malades et leurs accompagnateurs ont déploré l'absence de médecins tôt le matin tel que relevé par un citoyen arrivé à 7h30 du matin et qui n'a "trouvé personne pour s'occuper de son ami souffrant du bassin suite à une chute de 6 mètres".

Par ailleurs, l'utilisation du téléphone portable par les médecins, au sein de ce service devant des malades qui attendent d'être soignés, est perçue comme une "négligence" par ces derniers. Des parents de malades rencontrés dans d'autres services ont dénoncé le fait d'être orienté vers le privé pour faire, au prix fort, des analyses et bilans ainsi que des scanners et IRM.

L'autre grande contrainte à laquelle font face les praticiens est le flux important de patients. Entre 800 et 900 malades sont quotidiennement soignés au niveau des pavillons des urgences de chirurgie et de médecine, et les services de pédiatrie d'ORL et d'Ophthalmologie.

Or, 60% de ces malades "ne représentent pas de vraies urgences, c'est plutôt des consultations qui peuvent se faire dans des structures de proximité. Les malades préfèrent se rendre au CHU ou ils comptent trouver plus de spécialistes et une meilleure prise en charge et nous ne pouvons pas renvoyer un patient qui est libre de choisir la structure de santé où il veut être soigné", a indiqué M. Mouzaoui.

Il a expliqué que, pour réduire la forte pression sur les pavillons des urgences médicales et chirurgicales qui sont les services les plus touchés par ce phénomène, un centre de tri a été mis en place et permet de classer les patients par les cas les plus urgents afin qu'ils puissent recevoir les soins nécessaires dans les meilleurs délais.

"Dès l'arrivée du patient au CHU, ce dernier est orienté vers le centre de tri où il est reçu par un médecin généraliste qui

l'orienté selon son cas vers un spécialiste. Ce dernier le soigne et décide s'il doit être hospitalisé ou pas", a-t-il précisé.

Le PU de chirurgie dispose de 5 salles opératoires pour la prise en charge des patients graves dont les polytraumatisés, d'une salle de réanimation de 10 lits et d'un scanner. Le problème de radiologie soulevé par les citoyens qui sont orientés vers l'extérieur pour faire leur scanner et IRM est lié à

un manque de radiologues, a expliqué ce même responsable.

Il a observé que le CHU ne compte que deux radiologues qui pratiquent quotidiennement une trentaine d'IRM et une cinquantaine de scanner. La direction générale du CHU a fait une demande de recrutement de radiologues au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a-t-il fait savoir.

La DG du CHU a signé une convention avec la direction de la

formation et de l'enseignement professionnels pour la formation au niveau du CFPA Kerrad Rachid d'agents de sécurité afin d'améliorer l'accueil des citoyens au niveau de l'établissement. 30 agents ont été formés en 2018/2019 et 70 autres le seront durant l'année professionnelle 2019/2020, a-t-il indiqué.

Ces mesures ont permis de "réduire" le phénomène de violence, a fait savoir M. Mouzaoui. Selon les chiffres communiqués par le service contentieux du CHU, un total de 44 plaintes a été déposé par cet

établissement hospitalier en 2018. Pour l'année en cours et selon un bilan arrêté à septembre dernier, le nombre de plaintes est seulement de 22.

"Les cas de violence enregistrés sont généralement liés à l'annonce d'un décès, parfois les parents du défunt prennent mal la nouvelle et dégradent un bien, mais cela reste minime", a observé le DG du CHU.

## Industrie pharmaceutique et enjeux économiques : L'Algérie face au défi de la biotechnologie

La production nationale économise 300 millions de dollars par an à l'Algérie», a déclaré le Dr Abdelouahed Kerrar, président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), lors d'une conférence consacrée à l'industrie pharmaceutique en Algérie et au Maghreb, animée en marge du Salon international de l'industrie pharmaceutique Maghreb Pharma Expo 2019, qui s'est tenu du 1er au 3 octobre au CIC à Alger.

Cette jeune industrie a connu une bonne croissance au cours de ces dix dernières années. «Nous sommes arrivés à couvrir la moitié de nos besoins en médicaments. Ce qui n'est pas négligeable, et elle a atteint les 10% de croissance durant les cinq dernières années.

C'est le résultat des investissements des entreprises nationales qui ont enregistré 16% de cette croissance, contre 1% pour les multinationales», a-t-il indiqué. Pour le président de l'Unop, ce

résultat a été obtenu grâce à deux facteurs, à savoir les investissements massifs engagés par des opérateurs locaux, avec un total de 98 unités de production, et la protection de la production nationale à travers l'interdiction de l'importation des médicaments fabriqués localement, décidée par les pouvoirs publics.

«L'Algérie a acquis, aujourd'hui, une expertise humaine et constitue un pays potentiellement exportateur», a-t-il souligné. Et de préciser que le marché du médicament connaîtra une forte augmentation dans les prochaines années et la facture des médicaments issus de la biotechnologie atteindra un milliard de dollars d'ici à 2020, soit un tiers de la facture globale : «Il est temps pour l'Algérie d'orienter ses investissements dans ce domaine.

Pour ce faire, il est impératif de mettre en place une réglementation adéquate, notamment pour l'introduction des médicaments biosimilaires.» Ces investisse-

ments, a-t-il expliqué, doivent être accompagnés de mesures incitatives, telles que la révision des prix des médicaments. «Un véritable frein pour la production locale qui veut relever le défi de l'exportation», a-t-il encore souligné.

L'accès aux marchés régionaux et internationaux nécessite, d'après le Dr Yacine Sellam de l'Institut Pasteur d'Algérie, de s'aligner au plus vite sur les bonnes pratiques réglementaires. «L'Algérie, le Maroc et la Tunisie devraient privilégier l'échange d'informations et le travail collaboratif dans le domaine afin de s'aligner au plus vite sur les bonnes pratiques réglementaires.

De cette façon, leurs réglementations pharmaceutiques convergeraient graduellement et deviendraient de facto harmonisées avec le temps. Le credo est à la coopération réglementaire, à l'image de ce qu'ont entrepris avec plus ou moins de succès les pays de la Commu-

nauté d'Afrique de l'Est (EAC), de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et du Conseil de coopération du Golfe (GCC), pour faire face aux menaces qui découleront de l'activation effective des zones de libre-échange arabe, africaine et avec l'Union européenne», a-t-il recommandé.

Et de signaler que cette démarche ne peut être que salutaire, dès lors qu'en s'inscrivant dans un processus d'harmonisation régionale permet une «harmonisation nationale».

La priorité pour l'Algérie, a-t-il encore préconisé, au même titre que le Maroc et la Tunisie, est de se doter d'agences nationales du médicament qui concentrent toutes les prérogatives et possèdent tous les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les politiques pharmaceutiques nationales, pour pouvoir ensuite s'engager dans un chantier régional, voire continental, en l'occurrence celui de l'Agence

africaine des médicaments.

«Les expériences internationales antérieures sont là pour le confirmer, la coopération réglementaire ne signifie en aucun cas une prise de décision collégiale, soit que la souveraineté et l'autonomie nationales restent intactes», a-t-il ajouté.

L'accès aux molécules innovantes reste encore en deçà des attentes en Afrique du Nord, a noté le Dr Karim Bendahou de Tunisie. Il a estimé que face aux réticences des décideurs à l'égard des prix de ces médicaments, des solutions peuvent être envisagées pour permettre l'accès à ces thérapeutiques innovantes.

Pour lui, il est important de proposer le développement des études cliniques dans la stratégie nationale de santé et opter pour les contrats de performances qui «permettent d'offrir aux patients l'accès aux soins et maîtriser les dépenses», a-t-il indiqué.

## L'adaptation psychologique au stress

### 1. Quelle évaluation de la situation ?

Face à un stress l'organisme évalue la situation dans lequel il se trouve.

En présence d'un agent stressant l'organisme procède à une évaluation, habituellement inconsciente, qui comprend deux phases :

- Une évaluation de la situation elle-même face à ses propres expériences, son ressenti et ses connaissances de l'environnement auquel on est confronté. La mémoire d'événements précédents ou le sentiment d'avoir déjà vécu de type d'événements est un atout majeur.

La survenue très brutale et soudaine d'un accident auquel la personne n'a jamais été confronté est bien plus compliqué à gérer.

- Une évaluation de ses propres capacités à faire face, à s'adapter dans les meilleures conditions possibles.

Cette évaluation est compliquée car il est difficile de savoir exactement où l'on en est, quel est son état de fatigue, quels sont ses moyens physiques, ses capacités psychologiques.

### 2. Traits personnels et réponse au stress ?

De nombreux facteurs personnels jouent un rôle central dans la réaction au stress.

Ces facteurs personnels sont importants :

- Le trait de caractère ou le type de personnalité : une personne dotée d'un comportement de type A extravertie aura une évaluation différente de la situation et pas la même réaction qu'une personne dotée d'un comportement de type B traduisant une personnalité plutôt introvertie

- L'anxiété appréciée comme un trait de caractère et non comme réactionnelle à une situation spécifique aura aussi un poids important

- L'état psychologique et en par-



ticulier la présence de troubles de l'humeur avec troubles émotionnels et de perte de confiance en soi, réduction de sa capacité d'entreprendre

- Les croyances et les facteurs culturels

- Les facteurs socio économiques

- Le locus of control

- Des facteurs plus personnels comme l'intelligence favorisant grandement la capacité d'analyse d'une situation en faisant par exemple appel à sa mémoire et sa capacité à utiliser les expériences passées pour agir et la possibilité d'en imaginer les conséquences potentielles

Les réactions de chaque individu face au même stress sont différentes selon les personnes ce qui traduit :

- Des capacités d'adaptation personnelles et uniques

- Des processus de traitement de l'information spécifiques et personnels (fonctions cognitives)

- Une sensibilité et une personnalité particulière à chacun

- Des antécédents ou des facteurs socio culturels spécifiques

### 3. Qu'est ce que le locus

### contrôle ?

Un contrôle sur les événements semble possible.

Le locus de contrôle est une variable stable de la personnalité de chacun, une croyance personnelle sur le contrôle, la maîtrise possible ou pas d'une chose que vous pouvez avoir sur les événements.

Il existe deux sortes de contrôle :

- Le contrôle externe : ce qui vous arrive est sous la domination de forces extérieures qui peuvent sans problèmes vous échapper.

- Le contrôle interne : ce qui vous arrive est directement la résultante d'actions que vous entreprenez personnellement et que vous maîtrisez.

La gestion du stress et des événements sera différente en fonction du type de locus de contrôle.

### 4. Qu'est ce que le coping ?

L'adaptation joue un rôle central dans la gestion du stress.

Le mot « coping » vient du verbe anglais « to cope with » qui signifie « faire face à ».

Comme d'autres mots anglais, le terme "cope" viendrait du vieux

français et signifierait coup, couper (frapper).

Au-delà du syndrome général d'adaptation, réaction purement biologique et physiologique qui est au centre de la réaction au stress, nous disposons de moyens complémentaires nommés cette fois stratégies d'adaptation, stratégies d'ajustement regroupées sous le nom de coping.

Le terme de coping regroupe l'ensemble des procédures et des processus qu'un individu peut imaginer et installer entre lui et un événement qu'il juge inquiétant, voire dangereux, afin d'en maîtriser les conséquences potentielles sur son bien-être physique et psychique.

Lazarus et Folkman définissent le coping comme « l'ensemble des efforts cognitifs et comportementaux toujours changeants que déploie l'individu pour répondre à des demandes internes et/ou externes spécifiques, évaluées comme très fortes et dépassant ses ressources adaptatives »

### 5. Quelles stratégies d'adaptation ?

Les stratégies d'adaptation au

stress sont variées et peuvent être utilisées en même temps.

Il existe plusieurs stratégies d'adaptation au stress :

- Celles qui sont centrées sur le problème c'est-à-dire l'agent stressant visant à anticiper à l'aide d'une démarche cognitive ou psychologique et donc à faire en sorte de réduire l'exposition. Toutes les stratégies de résolution de problème font partie de ce type de stratégie.

- Celles qui sont centrées sur les émotions agissent quand les stratégies précédentes ne sont pas efficaces ou simplement insuffisantes : elles correspondent à des stratégies permettant de réduire les effets secondaires du stress. Elles se présentent souvent sous la forme d'activités anti stress comme la relaxation, le rire, la pratique de la respiration abdominale ou d'un exercice physique.

- Celles qui sont centrées sur le support social ou l'hygiène de vie : ce sont des stratégies préventives pour se mettre dans les meilleures conditions possibles pour faire face et disposer des moyens nécessaires pour réagir.

## Comment sont prises en charge les personnes ayant subi un choc psychologique ?

Les personnes qui ont vécu un événement traumatique ne seront pas prises en charge de la même manière. Les premiers instants après un événement traumatique sont capitaux. Un constat aussi pertinent pour les soldats que les civils témoins de scènes violentes, comme un attentat ou même un accident grave. Il faut sécuriser le périmètre, évacuer les environs et soigner les blessés. Mais il faut aussi s'occuper rapidement de ceux qui sont en état de choc: soit parce qu'ils ont vécu la scène, soit parce qu'ils ont été les premiers sur place ou qu'ils viennent de perdre un proche.

Tous les experts s'accordent à dire que plus la prise en charge du stress lié au drame est précoce, plus le risque de développer une affection psychiatrique chronique, appelée état de stress post-traumatique (ESPT), est faible. Malgré ce consensus, les interventions préventives divergent selon les pays. Et pour cause: les données sur le sujet sont imparfaites. « Il est très dif-



ficile de recueillir le consentement éclairé chez des personnes qui sont en état de choc, donc ce sont des études très compliquées et délicates à mettre en place». . Lorsqu'un patient rentre chez lui (s'il n'est pas hospitalisé), un médecin le rappelle systématiquement pour évaluer l'évolution des symptômes et prendre, si besoin, rendez-vous. « À partir des 48 premières heures suivant l'événement traumatique, il est possible de mener des entretiens collectifs ou en individuel au cours desquels des intervenants

formés à cette pratique vont demander aux personnes de lier le récit de l'événement à la fois à leurs pensées, à leur ressenti émotionnel et à ce qu'elles ont perçu par leurs cinq sens

### S'exposer à ses souvenirs ou jouer à Tetris

Les pays anglo-saxons, tels que les États-Unis, le Royaume-Uni ou encore le Canada, préviennent davantage l'état de stress post-traumatique (ESPT) par des thérapies cognitives et comportementales (TCC). « En France, nous sommes en re-

vanche très en retard sur l'utilisation de ces thérapies », assure Sylvie Molenda. Ces dernières invitent le patient à travailler en profondeur sur son traumatisme et à s'exposer à ses souvenirs. La psychologue précise: « Les patients arrivent souvent en disant " je veux oublier tout cela ", mais l'un des buts principaux de ces TCC est au contraire de leur faire prendre le contrôle sur leurs souvenirs »

« La mémoire d'un événement traumatique se construit dans les heures qui suivent. »

En Angleterre, les chercheurs étudient le rôle préventif de l'ESPT. Ils ont ainsi montré que « la mémoire d'un événement traumatique se construit dans les heures qui suivent ». En faisant jouer à ce jeu de blocs à imbriquer, les scientifiques ont supposé qu'en se concentrant sur un élément extérieur, les patients seraient mieux à même d'éviter de consolider les souvenirs du traumatisme. Et ils ont eu raison: « Chez les personnes qui ont joué, il y avait moins de souvenirs intrusifs et les analyses ont montré que le nombre d'intrusions diminuait plus rapidement », notent-ils dans leurs conclusions.

Les débats portent aussi sur l'utilisation de traitements médicamenteux dans la prévention de l'ESPT, notamment les bêta-bloquants et les hormones, pour lesquelles des études sont en cours. En revanche, tous les experts s'accordent pour ne pas donner de benzodiazépines (anxiolytiques).

# Le Monde

De l'administration

Quotidien National d'Information

**Tous les jours  
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST RESERVÉ  
POUR VOS PUBLICITÉS**

Pour plus de détails contactez nous au :



023 95 70 70

Ou par Email au :



monde.adm@gmail.com

**LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ**

**Le Monde** De l'administration

Fondation pour l'édition  
et la publicité

EDITER PAR LA EURL  
EL HAOUAFIZE

Président directeur général  
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL  
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE  
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SIÈGE SOCIAL  
22 RUE SAHRADUI EL  
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL  
023957070

COMPTE NUMERO

00500112145616147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIEUSION

QUEST-CENTRE- EST

IMPRESSION

SIA

## La Grèce est redevenue le premier pays d'arrivée des migrants dans l'Union européenne nœud migratoire européen

**P**rès de 36 000 migrants sont arrivés sur les îles grecques depuis le début de l'année, faisant redevenir la Grèce la principale porte d'entrée de l'Union européenne (UE), comme en 2015, au plus fort de la crise des réfugiés.

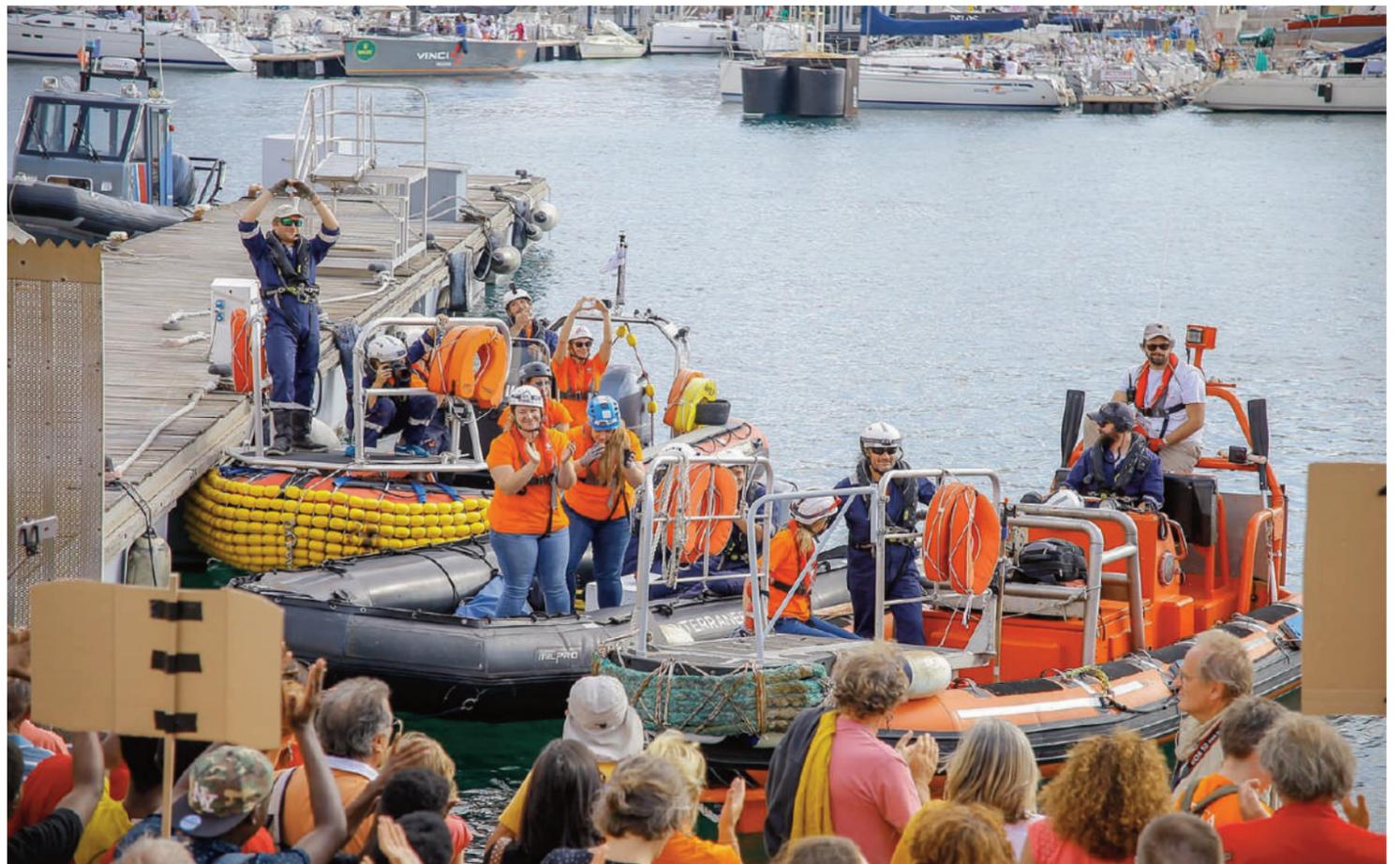
A cette époque, en un an, plus de 865 700 personnes étaient arrivées par la Turquie, empruntant la route migratoire dite de Méditerranée orientale, avant que les arrivées chutent brusquement à partir de mars 2016.

Un accord controversé avait été signé à cette date par Bruxelles et Ankara afin de réduire les flux. En échange d'une aide de 6 milliards d'euros, la Turquie, reconnue comme « pays tiers sûr », acceptait le renvoi sur son territoire des migrants dont la demande d'asile était rejetée par la Grèce ou déclarée irrecevable (pour les demandeurs venant d'un « pays tiers sûr » ou ayant déjà posé une demande dans un autre pays). De son côté, l'UE s'engageait, pour chaque migrant syrien renvoyé en Turquie, à en accueillir un resté dans les camps de réfugiés turcs, grâce à un corridor humanitaire.

En vertu de cet accord, les migrants arrivés sur les îles grecques étaient placés dans des centres d'identification et d'enregistrement : les « hot spots », créés par l'UE en 2015 pour « trier » les réfugiés potentiels des migrants économiques. Dans ces centres, ils pouvaient y déposer une demande d'asile en Grèce, et devaient y rester pendant la durée de l'examen de leur situation.

Censée faciliter les renvois vers la Turquie toute proche, en cas de refus de l'asile, cette mesure a eu pour effet de confiner, pendant des mois voire des années, les migrants sur les îles, devenues des salles d'attente géantes et aux capacités limitées.

Si les flux actuels ne sont pas



comparables en volume avec ceux de 2015, leur intensification au cours des derniers mois accroît la pression sur ces îles où, aujourd'hui, plus de 30 000 personnes s'entassent dans cinq « hot spots » prévus selon les autorités grecques pour une capacité de 6 200.

Elu en juillet, le premier ministre conservateur grec, Kyriakos Mitsotakis, a annoncé un durcissement de la politique migratoire et des contrôles aux frontières, et appelé l'UE à donner plus d'argent à Ankara, et a demandé une révision de l'accord de 2016.

Quant à la Turquie, qui, avec 4 millions de réfugiés enregistrés, est le premier pays d'accueil au monde, le président Recep Tayyip Erdogan a menacé début

septembre d'« ouvrir les portes » aux migrants vers l'Union européenne s'il n'obtient pas davantage d'aide internationale.

### Parmi les 13 000 migrants sur l'île de Lesbos, de nombreux adolescents

En Grèce, depuis le reflux de plusieurs milliers de migrants en provenance de Turquie cet été, le camp de Moria situé sur l'île de Lesbos est totalement saturé. Selon plusieurs ONG, parmi les 13 000 personnes entassées dans le temps, plus d'un tiers sont des enfants ou des adolescents.

Avec notre correspondant à Athènes, Joël Bronner Farzana\* a 15 ans. Et avec sa famille afghane, ils ont mis un an

pour arriver jusqu'au camp de Moria, via l'Iran puis la Turquie. Mineure, la jeune fille explique d'un point de vue d'adulte les difficultés des familles nombreuses, afghanes et syriennes en particulier.

« Presque toutes ces familles ont deux, trois ou quatre enfants. Tous ont besoin d'un endroit pour jouer. Pour les enfants, la situation ici leur est égale, ils ont besoin de jouer et de s'amuser. Si on leur dit qu'il y a nulle part pour ça, alors ils se mettent à jouer avec les ordures, avec tout ce qui traîne par terre et ils tombent malades. »

Partir à la recherche du bonheur et vivre l'enfer Stéphane, un autre migrant du camp, est à peine majeur. Pour

ne pas faire la queue pendant des heures pour manger, il saute de nombreux repas depuis trois mois. « Imaginez des jeunes quitter leur pays à la recherche du bonheur. S'il y avait du travail, si toutes les conditions étaient réunies pour vivre dans de bonnes conditions, on ne quitterait pas notre pays pour venir ici. On est venu ici parce que chez nous ça ne va pas. »

Mais dans le camp de Moria, ça ne va pas non plus. Le jeune migrant parle « d'enfer » et dit avoir le sentiment d'être considéré « comme un animal ». À Lesbos, plus de 13 000 personnes sont entassées dans ce qui est le plus grand camp d'Europe, alors que sa capacité initiale n'est que de 3 000 places.



## La grande bataille pour le dernier écran à conquérir: celui dans votre voiture

Les constructeurs automobiles et la Silicon Valley se battent pour contrôler l'affichage du tableau de bord

Un iPhone connecté à une Chevrolet Malibu de 2016, équipée d'applications Apple CarPlay sur l'écran MyLink de

L'industrie automobile et la Silicon Valley se livrent une bataille pour contrôler un des derniers écrans qui reste à conquérir : le tableau de bord de votre voiture.

Des milliards de dollars de recettes publicitaires et de services, ainsi que l'équilibre du pouvoir entre deux grandes industries sont en jeu. Et puis il y a l'avenir du tableau de bord lui-même, une source de plaintes sans fin de la part des conducteurs frustrés par cet ensemble de boutons et de technologies.

Crainte d'une prise de contrôle par la Silicon Valley. Les constructeurs automobiles, qui tentent de surmonter cette piètre performance, comptent sur ces quelques centimètres carrés pour les aider à établir des relations plus étroites avec leurs clients. Certains craignent de céder le contrôle à la Silicon Valley. Alphabet et Apple, pen-

dant ce temps, ont hâte de placer leurs écrans et applications familiers dans les véhicules.

L'état actuel des choses est une confusion générale, car les deux industries s'observent avec méfiance. Certains constructeurs automobiles confient entièrement leurs systèmes d'exploitation de tableaux de bord à Google d'Alphabet. D'autres, dont Ford Motor et Daimler, parient qu'ils peuvent se donner les moyens technologiques de soutenir la concurrence.

Sur les futurs écrans, les restaurants locaux, les cabinets médicaux et d'autres services pourraient cibler les publicités en fonction des itinéraires habituels. Une compagnie d'assurances pourrait offrir des tarifs plus bas aux conducteurs prudents, tandis que les constructeurs automobiles pourraient utiliser les données du système pour offrir un service sur une pièce vieillissante avant qu'elle tombe en panne.

Le conducteur américain moyen passe 51 minutes par jour dans sa voiture, selon une étude réalisée plus tôt cette



année par la Fondation AAA pour la sécurité routière, ce qui en fait un véritable public captif.

Sur les futurs écrans, les restaurants locaux, les cabinets médicaux et d'autres services pourraient cibler les publicités en fonction des itinéraires habituels. Une compagnie d'assu-

rances pourrait offrir des tarifs plus bas aux conducteurs prudents, tandis que les constructeurs automobiles pourraient utiliser les données du système pour offrir un service sur une pièce vieillissante avant qu'elle tombe en panne. Certains imaginent un monde où les utilisateurs pourraient commencer à

regarder une émission de télévision à la maison puis, à l'aide d'une commande vocale, continuer à regarder le même programme dans la voiture. D'autres s'efforcent de permettre aux utilisateurs de commander et de payer l'essence ainsi qu'un café via leur écran.

## Le test qui pose question sur les technologies automobiles embarquées de protection des piétons

L'Association américaine des automobilistes estime que la détection des piétons est inefficace de nuit, la période où surviennent la plupart des décès

Toyota propose sa fonction de détection des piétons dans le cadre d'un pack plus vaste de technologies de prévention des collisions, appelé Safety Sense.

Selon une nouvelle étude de l'Association américaine des automobilistes (AAA), les nouveaux dispositifs de sécurité mis en place par les constructeurs automobiles pour éviter aux conducteurs de heurter les piétons ne fonctionnent

pas à certains moments et dans certaines des situations les plus dangereuses. Ils sont notamment souvent inefficaces la nuit.

Les essais effectués par l'association ont révélé que les technologies de détection des piétons proposées sur quatre modèles différents n'obtenaient pas des résultats uniformes et ne s'activaient pas correctement de nuit, le moment où de nombreux décès surviennent

sur la route.

Ces performances inégales mettent en évidence les problèmes auxquels l'industrie automobile est confrontée alors qu'elle cherche à automatiser davantage les fonctions de conduite des véhicules et à déployer de nouvelles technologies de prévention des collisions reposant sur des capteurs et des logiciels permettant de détecter les dangers de la route.

« Les décès de piétons deviennent vraiment un drame », déclare Greg Brannon, directeur des équipements automobiles de l'AAA. Bien que de tels systèmes de détection des piétons présentent un potentiel susceptible de sauver des vies, les conducteurs ne devraient pas en devenir trop tributaires pour éviter les accidents, déclare M. Brannon.

Comme d'autres dispositifs de sé-

curité perfectionnés de plus en plus répandus, la technologie de détection des piétons utilise des caméras, des radars et des capteurs pour repérer les personnes présentes sur la trajectoire du véhicule et avertir les conducteurs du danger. Si le conducteur ne réagit pas assez vite, la voiture peut freiner pour lui.

## Automobile: des systèmes d'alerte sur les sièges arrière pour empêcher les décès d'enfants

Les constructeurs s'engagent à intégrer des technologies sur les sièges arrière dans presque toutes les voitures et pick-up d'ici à 2025 afin d'éviter que des enfants restent dans les voitures. Un groupe engagé dans la sécurité des enfants juge le projet inadapté

Dans le but de prévenir les décès d'enfants à cause de coups de chaleur, une alliance de grands constructeurs automobiles a annoncé avoir signé un accord afin de mettre en place des systèmes d'alerte relatifs aux sièges arrière dans presque toutes leurs nouvelles voitures et pick-up — une mesure qu'un groupe important engagé dans la sécurité des enfants a qualifiée d'insuffisante.

L'accord, auquel l'industrie automobile s'était fortement opposée par le passé, devance l'adoption d'un projet de loi déposé au Congrès qui rendrait obligatoires les dispositifs de surveillance des sièges arrière dans les véhicules en vente aux États-Unis. Cette initiative, qui bénéficie d'un soutien transpartisan, survient après la mort de 53 enfants — un record — dans des voitures surchauffées l'an dernier, selon noheatstroke.org. Depuis le début 2019, 38 enfants sont morts de chaud dans des véhicules.

L'Alliance of Automobile Manufacturers et l'Association of Global Automakers — des groupements qui représentent les

constructeurs de la majorité des voitures et des camions fabriqués aux États-Unis et à l'étranger — ont déclaré mercredi qu'ils ajouteraient des systèmes aux places arrière des voitures neuves au plus tard d'ici à 2025. Ces alarmes intégreront au moins des indicateurs sonores et visuels qui rappelleront aux conducteurs de vérifier les places arrière avant de quitter leur véhicule, expliquent les groupements. Les défenseurs de la sécurité des enfants réclament, depuis des années, la mise en place d'une réponse technologique afin de stopper les décès causés par des voitures surchauffées. Cependant, nombreux sont ceux qui considèrent que l'intégration d'une détection de mouvement est indispensable dans de tels systèmes d'alerte — une technologie qui n'apparaît pas dans l'accord de mercredi.

Parmi les systèmes concernés par l'accord entre constructeurs figure le séquençage des portières. Lorsqu'une porte arrière est ouverte au début d'un trajet, il indique si elle l'est à nouveau à la fin, et déclenche un avertisseur sonore si ce n'est pas le cas.

## Le freinage automatique se répand, les plaintes des automobilistes aussi

La technologie réduit le nombre d'accidents, mais peut aussi s'activer lorsqu'il n'y a aucun risque. « J'ai eu si peur », explique une conductrice

Le Nissan Rogue a connu des problèmes sur son système de freinage automatique aux États-Unis.

Les systèmes automatiques de freinage d'urgence, présentés comme un dispositif de sécurité dans les véhicules, ne fonctionnent pas toujours comme prévu et s'activent parfois lorsqu'il n'y a aucun risque d'accident, affirment certains conducteurs.

Au cours des dernières années, des conducteurs ont signalé, aux organismes de réglementation américains, plusieurs centaines d'incidents au cours desquels ces freins ont mal fonctionné ou ne se sont pas mis en route correctement. Cela met en évidence les défis auxquels les constructeurs automobiles sont confrontés lorsqu'ils introduisent de nouvelles technologies qui automatisent davantage les fonctions de conduite des véhicules.

Les fonctions de freinage automatique utilisent des caméras, des capteurs et un radar pour détecter les objets et peuvent activer les freins si le conducteur n'agit pas assez vite. Les promoteurs de la sécurité affirment que cette technologie a considérablement réduit le nombre d'accidents et peut sauver des vies, et les constructeurs automobiles considèrent ces systèmes de prévention des accidents

comme un élément essentiel dans le développement de voitures autonomes.

Mais, au cours des trois dernières années, l'Agence fédérale américaine chargée de la sécurité routière (NHTSA) a reçu plus de 400 plaintes de particuliers, qui ont signalé des problèmes de freinage automatique, sur des véhicules fabriqués par Nissan, Volkswagen, Honda et d'autres grands constructeurs, d'après une analyse de la base de données publique de l'agence effectuée par le Wall Street Journal.

La plupart de ces plaintes émanent de conducteurs qui disent avoir eu des problèmes avec le déclenchement soudain des freins automatiques alors qu'il n'y a aucune preuve de danger — à haute vitesse, dans certains cas. Certains conducteurs ont également signalé que les systèmes de freinage ne se sont pas mis en route comme prévu en présence d'une menace. Quatorze de ces plaintes concernaient des accidents, et la plupart de ces conducteurs ont décrit un freinage si soudain que leur véhicule a été percuté par un autre arrivant de derrière. Un conducteur a déclaré avoir perdu le contrôle de la voiture après que les freins se sont déclenchés de manière inattendue alors qu'il roulait vite, ce qui a fait déraiser le véhicule qui s'est écrasé sur une barrière de sécurité.



Du 19 au 24 octobre

## Le 22e forum des générations de sociologues arabes à Oran

La 22e session du Forum international des générations de sociologues arabes se tiendra du 19 au 24 octobre courant à Oran, ont annoncé les organisateurs. La réunion sera organisée par la Société arabe de sociologie en partenariat avec le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (CRASC) en présence des chercheurs en sociologie, 20 jeunes chercheurs de différents pays

arabes qui présenteront leurs études en vue de développer cette science, encadrés par des universitaires. Ce forum international organisé par la Société arabe de sociologie chaque fois dans un pays arabe permettra d'ouvrir le champ d'échanges et de participation intellectuelle sur les différentes problématiques qui font l'objet de recherche dans les sciences sociales et humaines. Cette manifestation scientifique sera l'occasion de développer des approches méthodologiques et

théoriques chez les jeunes chercheurs arabes et soutenir leurs recherches. La Société arabe de sociologie fondée en 1985 par une élite de sociologues arabes vise à développer cette science en terme de recherche et d'enseignement. Elle vise également à contribuer à la production scientifique. Plusieurs manifestations sont organisées en partenariat avec des centres de recherche arabes dont le séminaire international des générations de sociologues arabes. **k.a**

## Dramé salue les efforts de l'Algérie "pour restaurer la paix et la stabilité au Mali"

L'Algérie et le Mali se sont engagés à "accélérer" la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, a indiqué hier le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Tiébil Dramé, en visite à Alger. Dans une déclaration à la presse à l'issue d'un entretien avec son homologue algérien, Sabri Boukadoum, M. Dramé a salué les efforts de l'Algé-

rie "pour restaurer la paix et la stabilité au Mali", affirmant que "l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé il y a plus de 4 ans, n'a pas encore produit tous ses effets". "Il y a eu du retard et nous voulons ensemble rattraper le temps perdu. Nous avons, donc, réitéré notre engagement commun à ne rien ménager pour que cet accord soit mis en oeuvre avec le soutien des pays voisins et de la

communauté internationale", a-t-il relevé, affirmant que sa visite à Alger visait à "relancer et accélérer le processus de paix et de stabilisation du Mali". Le chef de la diplomatie malienne a rappelé, dans ce sens, que "l'Accord d'Alger est un instrument capital, qui énonce le respect par tous de l'intégrité territoriale du Mali, de son unité nationale et de sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire". **k.a**

### Accidents de la circulation

## 10 morts et 15 blessés en 48 heures

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 15 autres ont été blessées dans 09 accidents de la circulation, enregistrés au niveau national durant la période du 03 au 05 octobre (48 heures), indique hier un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de M'sila avec 02 personnes décédées et 09 blessés suite à 02 accidents de

la circulation, le plus grave, ayant causé la mort à deux (02) femmes et des blessures à 05 autres personnes, et ce suite à une collision entre un véhicule et un camion, survenue sur la route nationale n. 08, commune de Sidi Aissa", précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection de la wilaya sont intervenus pour l'extinction de 07 incendies urbains, industriels et divers au niveau

des wilayas d'Alger, Skikda, Sidi Bel Abbès, Sétif, Adrar et Tamanrasset. Il a été, également signaler le repêchage d'un enfant âgé de 12 ans, décédé par noyade dans un oued au lieu-dit Mechtet Bordj Ben Achour, commune de Bordj Sabat dans la wilaya de Guelma et d'un homme (40 ans) noyé en mer à proximité du port de la commune d'Oran. **k.a**

### JM Oran-2021

## Installation des présidents des commissions du COJM prochainement

Les présidents des différentes commissions relevant du Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM), prévus à Oran en 2021, seront installés "dans les prochains jours", a-t-on appris auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). La cérémonie d'installation des présidents en question devrait être rehaussée par la présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Ber-

naoui, a précisé la même source. Pour l'instant, la liste définitive des présidents des commissions n'a pas été encore arrêtée, après que le ministre a reçu plusieurs propositions dans ce registre, poursuit-on encore. Il faut dire qu'avant l'annonce de ladite liste, la polémique enfle dans les milieux sportifs oranais où l'on déplore notamment le fait que les présidents des mêmes commissions, désignés il y a déjà plusieurs mois par l'ex-

wali d'Oran, Mouloud Cherifi, ne soient pas reconnus par le ministère de la tutelle. Mais du côté du MJS, l'on insiste à dire qu'il s'agit là des prérogatives du premier responsable du secteur qui va du reste trancher "très prochainement" sur la composante des présidents des différentes commissions, appelés à intégrer le COJM avant moins de deux années de la 19e édition des JM. **b.m**

### Valorisation des déchets

## Le salon international Revade sous le thème l'entrepreneuriat circulaire

La 4ème édition du salon international de la récupération et de la valorisation des déchets "Revade 2019" se tient du 7 au 10 octobre au Palais des expositions (Alger) sous le thème "l'entrepreneuriat circulaire, un modèle économique d'avenir", a indiqué à Alger, un responsable auprès de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI). Cette nouvelle édition, qui regroupera près d'une cinquantaine d'exposants, verra la participation de onze pays étrangers et verra l'organisation d'un challenge de l'innovation dans la valorisation des déchets, a fait savoir le Directeur de l'Animation et du Développement de l'Entreprise auprès de la CACI M. Rachid Sai. "Le but de ce salon est de promouvoir la création d'entreprises dans ce secteur et créer des postes d'emploi au vu du potentiel de déchets à revaloriser", a-t-il confié, expliquant que l'Algérie produit annuellement près de 34 millions de tonnes de déchets pouvant générer 40 milliards de dinars et près de 100.000 emplois. Selon M. Sai, l'entrepreneuriat circulaire consiste à créer des richesses à partir de ressources limitées en mettant en oeuvre des solutions innovantes pour des problèmes liés à la gestion des déchets. **s.i**

## Mohamed Charfi L'ANIE jouit de tous les pouvoirs pour travailler loin de toute instigation

Evoquant les différences entre l'ANIE et son prédécesseur à savoir la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) Mohamed Charfi a qualifié de "profonds" les points de divergence entre les deux instances. Pour lui, le terme "Autorité" renferme en soit des significations réglementaires et juridiques à caractère contraignant, outre le fait de jouir d'une dimension politique, tandis que la HIISE était un organe purement administratif. Il a rappelé, dans ce sens, que l'Autorité qu'il préside jouissait de "tous les pouvoirs lui permettant d'exercer loin de toute instigation" en sus de la loi qui lui autorise de contribuer à l'élaboration des textes de loi relatifs aux élections. Après avoir salué le rôle de l'ANIE, M. Charfi a fait savoir que "cette dernière assume, devant l'histoire, la responsabilité de protéger la voix du peuple et son choix", mettant en avant la grandeur de la responsabilité de l'organisation et de la surveillance de la prochaine présidentielle qui sera encadré par "500.000 employés œuvreront sous l'administration directe de l'ANIE". **k.s**



## Festival international du film documentaire "Sidi M'hamed Benaouda" "Hdjar El Baz" décroche le premier prix

Le Film "Hdjar El Baz" réalisé par une équipe de tournage algérienne de la wilaya de Annaba a décroché le premier prix du Festival international du film documentaire "Sidi M'hamed Benaouda" qui a été clôturé jeudi dernier. Le deuxième prix a été attribué au film "Kadrine" qui a été réalisé par une équipe de tournage de Tunisie. Le troisième prix a, quant à lui, été remporté par le film "Rouh wa Rayhane" réalisé par

une équipe algéro-yéménite. Le Film "Net-waadou" a obtenu le prix du jury qui a été présidé par Salim Agar et le réalisateur Khaled El Kebbiyeche. Les films "El Mitrak" et "Mamoue Etaswir" ont obtenu le prix d'encouragement. Le prix de la meilleure photo a été attribué à la photographe algérienne Ikram Baroudi pour une photo montrant trois cavaliers tirer à l'unisson es de baroud durant la fantasia organisée lors de la waada

du saint patron Sidi M'hamed Benaouda. La première édition de ce festival a pour objectif faire connaître le saint patron "Sidi M'hamed Benaouda", son histoire, la waada annuelle qui lui est dédiée, sa tribu et faire la promotion du tourisme culturel et du patrimoine de la région de Relizane, a déclaré le président de cette manifestation, Ahmed Saïdi. **s.k**

## Mondiaux d'Athlétisme de Doha Mobilis encourage le Champion Taoufik Makhloufi

Mobilis, félicite l'ambassadeur de sa marque, le Champion, Taoufik MAKHLOUFI, pour sa brillante qualification à la finale de l'épreuve du 1500m, des 17es Championnats du Monde d'athlétisme, qui a lieu du 27 septembre au 6 octobre 2019 au Khalifa International Stadium de Doha (Qatar). Ainsi, après avoir réalisé un chrono de (3 :36 :69s) lors des demi-finales, avant-hier, en décrochant la 2ème place, notre champion national, s'apprête à défendre de nouveau son titre et rivaliser avec les ténors de cette discipline, aujourd'hui à 17h40 lors de la grande finale. Médaillé d'or aux JO 2012 sur 1500m et double médaillé d'argent aux JO 2016 sur 1500m et 800m, l'objectif de notre star est la qualification aux Jeux Olympiques de Tokyo de 2020. Mobilis, encourage notre champion à tous et réitère son soutien et son encouragement au sport et à la jeunesse. **k.a**